

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 16 avril 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°358 ■

LE MINISTRE ARKAB REÇOIT LA
DG DU GROUPE CGG
**Les opportunités de
coopération et de
partenariat futurs
évoquées**

P 16

LA 4^e ÉDITION D'IATF SE DÉROULERA À ALGER EN 2025

L'Algérie moteur de l'intégration africaine

L'Algérie accueillera en 2025, la 4^{ème} IATF (Foire commerciale intra-africaine). Pour beaucoup d'observateurs, ce choix n'est nullement anodin. En effet, l'Algérie dispose de toutes les capacités infrastructurelles, logistiques et organisationnelles lui permettant d'accueillir cet important événement économique continental. Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé hier, lundi à Alger, la cérémonie de signature, par le Gouvernement algérien et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), de la convention portant organisation, à Alger, de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) en 2025. P 3

IATF 2025

Le marché de la ZLECAf

PROMUE PAR



EN COLLABORATION AVEC

Union
Africaine



ORGANISÉE PAR L'ALGER



Connecter les Marchés Africain



PROGED 3 PRÉVU DU 4 AU 6 MAI
PROCHAIN À HASSI-MESAUD

**La transformation
digitale en débat**



La 3^e édition de la Rencontre Professionnelle de la Gestion Electronique des Documents (PROGED 3), qu'organise pour la troisième année consécutive PROARCHIVE Solutions, se tiendra du 4 au 6 mai 2024, à Eurojapan Résidence, à Hassi- Messaoud, dans la wilaya d'Ouargla, au sud de l'Algérie, a annoncé Manel Hanifi, directrice générale de PROARCHIVE Solutions.

P 2

FINANCE INTELLIGENTE

**Les opportunités et les
défis liés à l'intégration
de l'IA**

Une conférence sur le thème « Finance intelligente: naviguer le futur avec l'IA » a été organisée, hier à Alger, par Algérie Poste avec la participation d'experts et acteurs du secteur financier, en vue d'explorer le potentiel transformateur de l'intelligence artificielle (IA).

P 5

FMI/BM

**Le gouverneur de la BA
prend part aux réunions
de printemps à
Washington**

Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, participe du 15 au 20 avril courant à Washington (DC), aux réunions du printemps 2024 du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) où des sujets importants seront discutés, a indiqué la banque centrale.

P 4

Afrika[®]
AgroFood
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

20 > 23 MAI 2024

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

COÏNCIDE AVEC

SIPSA[®]
FILAH
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE



DJAZAQUA[®]
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

BAC ET BEM

L'épreuve d'EPS pour les candidats libres prévue du 8 au 20 mai prochain

Les candidats libres aux examens du Baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (session 2024) passeront l'épreuve d'éducation physique et sportive (EPS) durant la période allant du 8 au 20 mai, a annoncé lundi le ministère de l'Education nationale dans un communiqué.

«Le ministère de l'Education nationale informe les candidats libres aux examens du BEM et du Baccalauréat, session 2024, y compris les candidats de l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance (ONEFD), que l'épreuve d'éducation physique et sportive aura lieu du mercredi 8 mai au lundi 20 mai 2024». Tous les candidats libres concernés par l'épreuve d'éducation physique et sportive doivent retirer leurs convocations via les sites électroniques de l'Office national des examens et des concours (ONEC), (<https://bem.onec.dz>) et (<https://bac.onec.dz>) en introduisant le nom d'utilisateur et le numéro confidentiel, et ce à compter «de mardi 16 avril jusqu'au mardi 07 mai 2024», précise la même source. Le candidat libre concerné par cette épreuve devrait se présenter au centre d'examen à la date et à l'heure mentionnée sur la convocation, a souligné le ministère.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ALGÉRIEN-PARQUET GÉNÉRAL RUSSE

Signature du Programme exécutif de coopération

Le Programme exécutif de coopération entre le ministère de la Justice algérien et le Parquet général russe (2024-2025) a été signé lundi à Alger. Organisée au siège du ministère de la Justice, la cérémonie de signature de ce Programme exécutif de coopération a été présidée par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Abderrachid Tabi, et le Procureur général de la Fédération de Russie, M. Igor Krasnov. Les deux parties avaient auparavant tenu une séance de travail ayant réuni les délégations des deux pays.

PROGED 3 PRÉVU DU 4 AU 6 MAI PROCHAIN À HASSI-MESAUD

La transformation digitale en débat

La 3e édition de la Rencontre Professionnelle de la Gestion Electronique des Documents (PROGED 3), qu'organise pour la troisième année consécutive PROARCHIVE Solutions, se tiendra du 4 au 6 mai 2024, à Eurojapan Résidence, à Hassi-Messaoud, dans la wilaya d'Ouargla, au sud de l'Algérie, a annoncé Manel Hanifi, directrice générale de PROARCHIVE Solutions.

Par Slimane T

Cette troisième édition verra la présence de plus d'une cinquantaine de participants, majoritairement les clients de PROARCHIVE Solutions composés du secteur économique, public et privé, des conférenciers et des médias. Pour PROGED 3, trois nouveautés ont été concoctées par PROARCHIVE Solutions. La première, la présentation de la GED en mode SaaS (Soft as a Service), suite à un memorandum d'entente conclu avec Icosnet, qui fait de PROARCHIVE Solutions la première société algérienne qui offre des solutions GED/ECM (gestion électronique des documents/ gestion de contenu d'entreprise) en mode SaaS en Algérie et en cloud local (algérien). La deuxième, le tout-en-un en solutions GED. Dorénavant les clients de PROARCHIVE Solutions seront bien servis en solutions couvrant toutes les étapes de la GED. « Ils n'ont pas besoin de soumissionner ou de formuler le besoin pour chaque étape de la GED, mais ils auront de la part de PROARCHIVE Solutions, de toutes les solutions en forme de pack », tient à préciser Manel Hanifi lors

d'une conférence de presse organisée hier à Alger.

Valorisation de l'innovation

Quant à la troisième nouveauté, cette troisième édition verra le lancement d'un concours au profit des jeunes innovants. Dans cette optique, PROARCHIVE Solutions organise un hackathon (InnovDigital), dont le lancement est prévu le 21 avril, date de la Journée nationale de l'innovation, en son siège à Rouiba (Alger), et la proclamation des résultats lors de la clôture de PROGED III, soit le 6 mai 2024. Entre ces deux dates, la compétition est ouverte entre toutes les startups et les jeunes porteurs d'idées innovantes. La sélection finale, après une présélection à l'issue de laquelle 12 candidats seront retenus, permettra au jury composé d'experts nationaux et internationaux, de désigner les trois lauréats auxquels des cadeaux seront octroyés. « Les trois lauréats auront également l'opportunité de rencontrer, lors de PROGED III, les potentiels financiers ou business angels, qui les accompagnent pour la concrétisation de leurs projets innovants. », ajoute Manel Hanifi, en notant que des conférences

seront organisées lors de cette troisième édition, au nombre de six, et animées par des éminentes personnalités cumulant expertise et potentiel, requérant des aspects formatif et didactique.

Flash-back sur les deux premiers PROGED

PROARCHIVE Solutions, monte ainsi en cadence pour l'organisation de chaque PROGED. PROGED I, s'est tenue les 2 et 3 mars 2022, aux mêmes lieux et villes sus-mentionnés, et a été consacrée à des conférences abordant les thématiques de l'archivage normatif et réglementaire, des exemples réussis de GED à l'échelle internationale et de numérisation à l'échelle maghrébine (Tunisie), ainsi que l'importance des équipements de qualité (scanners) pour réussir la numérisation requise. Pour PROGED 2, qui s'est déroulée du 24 au 26 septembre 2023, PROARCHIVE Solutions a ajouté aux conférences le volet « exposition », permettant à six sociétés, dont des partenaires de PROARCHIVE Solutions, de présenter leurs solutions GED à l'assistance composée de cadres de la Sonatrach, ses filiales et associations, mais aussi aux institutionnels, notamment le ministère des Finances.

ALI AOUN REÇOIT LE MEA BIÉLORUSSIE À ALGER

Les opportunités de coopération entre les deux pays évoqués

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, s'est entretenu hier à Alger avec le ministre des Affaires étrangères de la République de Biélorussie, Sergueï Alaynik. Les opportunités de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'industrie et de la production pharmaceutique ont été évoquées, indique le ministère dans un communiqué. « Les deux parties ont discuté au cours de la réunion de la nécessité de développer des domaines de coopération en matière de fabrication de tracteurs,

d'autobus et d'industrie mécanique de tout type, notamment après les instructions du Président de la République, pour faire progresser ce secteur vital et se tourner vers les industries lourdes, d'autant plus que la République de Biélorussie est avancée dans ce domaine », indique la même source. Les deux parties ont également discuté de projets de coopération dans le domaine de la production pharmaceutique, le ministre ayant souligné la nécessité d'une plus grande coopération dans ce domaine, notamment en ce qui concerne les médicaments contre les

maladies chroniques. Le ministre biélorusse des Affaires étrangères a souligné que l'Algérie occupe une position privilégiée en Afrique, ce qui en fait un partenaire efficace et stratégique pour son pays pour se lancer dans l'industrie manufacturière et l'exportation vers les pays africains. En conclusion, le ministre a appelé à la formation d'une commission mixte avant la fin mai pour aborder les domaines de coopération et d'échange d'expériences.

S T.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LA 4^e ÉDITION D'IATF SE DÉROULERA À ALGER EN 2025

L'Algérie moteur de l'intégration africaine

L'Algérie accueillera en 2025, la 4eme IATF (Foire commerciale intra-africaine). Pour beaucoup d'observateurs, ce choix n'est nullement anodin. En effet, l'Algérie dispose de toutes les capacités infrastructurelles, logistiques et organisationnelles lui permettent d'accueillir cet important événement économique continental. Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé hier, lundi à Alger, la cérémonie de signature, par le Gouvernement algérien et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), de la convention portant organisation, à Alger, de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) en 2025.

Par Réda Hadi

Une inauguration présidée par le Premier ministre Nadir Larbaoui, en présence d'Oba Sango, ancien président nigérian et actuel président du conseil consultatif de l'IATF, de Wamkele-Mene, secrétaire général du Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) de Mme Kanayo Awani, vice-présidente exécutive de la Banque africaine d'import-export « AFREXIMBANK », et des membres de l'Union africaine (UA) ainsi que des membres du gouvernement algérien. L'accueil de la cérémonie de signature de l'accord d'accueil de l'Algérie pour la Foire commerciale intra-africaine (IATF2025) s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de la stratégie du président de la République Abdelmadjid Tebboune, visant à promouvoir l'intégration africaine et à soutenir la coopération économique entre les pays de notre continent, dans le but d'édifier une base économique solide pour réaliser le développement durable et la prospérité des peuples du continent. Lors de son discours inaugural, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a mis en exergue la position stratégique de l'Algérie, en tant que carrefour de trois continents, l'Afrique, l'Europe et l'Asie, le ministre a relevé que « cette position fait de l'Algérie une porte d'entrée pour les échanges commerciaux entre ces trois continents ». Une position

faisant de l'Algérie « un véritable centre économique dans la région ». Pour étayer ses propos, le ministre s'est appuyé sur « une balance commerciale positive et une tendance haussière des exportations hors hydrocarbures. Des indicateurs reflétant la diversification du tissu économique national qui génère de la valeur ajoutée, dans plusieurs domaines économiques, notamment le secteur agricole, les industries alimentaires, les industries pétrochimiques, les mines, le textile, les équipements électriques et l'industrie électronique, entre autres. Ce qui, précise Tayeb Zitouni, a contribué « à la diversification de l'économie algérienne et à la création d'opportunités d'emploi ». En outre, et afin de promouvoir l'intégration économique africaine, l'Algérie « a entamé, à partir de 2023, l'ouverture de succursales de banques et d'expositions dans plusieurs pays africains à l'instar de la Mauritanie et du Sénégal dans une première phase, en plus de la création de zones franches à dimension africaine ». En parallèle, l'Algérie a développé son réseau de transport, notamment la réalisation de la Transsaharienne, qui doit relier Alger à Lagos, grâce à une autoroute de 4 500 km, dont 2 500 en Algérie, et traversant sept pays pour une population de plus de 700 millions de personnes, auquel est venue s'ajouter la route entre Tindouf (Algérie) et Zouerate (Mauritanie). Autant d'infrastructures de base permettant à « notre pays d'occuper la deuxième

place en Afrique en termes de réseaux routiers réalisés, en atteignant le seuil de 128 000 kilomètres » note Tayeb Zitouni. Cette vision d'intégration a été réaffirmée par le Président de la République (en visio-conférence), à l'occasion de la 41e réunion du Comité d'orientation des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Agence du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad). Le président de la République a indiqué à cette occasion que cette complémentarité était essentiellement liée à l'amélioration des infrastructures à travers le renforcement des partenariats public/privé, l'exploitation des ressources nationales, le recours aux fonds régionaux et internationaux de développement des infrastructures et à d'autres outils de financement innovants. L'objectif est clairement affiché : renforcer les liens économiques et commerciaux avec nos voisins du sud, contribuer à une plus grande intégration économique du continent. Pour cela, l'Algérie œuvre à insuffler une nouvelle dynamique à la politique économique extérieure. Le dossier de l'Algérie pour l'organisation de cette manifestation économique continentale a été retenu en novembre 2023, après l'évaluation positive faite par la Commission de l'Union africaine (UA) concernant les infrastructures de base dont dispose l'Algérie pour abriter l'évènement, et ce, lors de la visite d'une délégation de la Commission en Algérie en juin 2023.

LE VICE-PRÉSIDENT DE L'ANEXAL L'A SOULIGNÉ

«L'IATF est une opportunité pour intégrer le marché africain»

Synthèse S.R.

Le Vice-président de l'Association nationale des exportateurs (ANEXAL), Ali Bey Nasri, a déclaré hier que l'organisation de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) en 2025 en Algérie est extrêmement importante, et représente une véritable traduction de la stratégie du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, basée sur la construction de ponts de coopération et l'intensification des échanges commerciaux avec les pays africains. Dans une déclaration à la radio nationale « Chaîne I », Nasri a précisé que l'organisation de cet événement continental par l'Algérie s'inscrit dans la feuille de route approuvée par les pouvoirs publics, qui vise à établir une présence économique algérienne plus dynamique sur le continent africain, en adé-

quation avec son poids politique et ses relations historiques avec les pays du continent. L'intervenant a noté que la foire commerciale intra-africaine a acquis, ces dernières années, une bonne réputation sur la scène africaine et internationale. « Cela a été représenté par le succès de la dernière édition en République arabe d'Égypte, qui a réuni et attiré environ 1 600 hommes d'affaires de différents pays. Cette manifestation a également abouti à la signature d'accords et de promesses d'investissement évalués à 43 milliards de dollars », affirme-t-il. Donc cet événement sera une occasion en or pour l'Algérie de présenter ses opportunités d'investissement et de nouer des partenariats dans divers domaines. Bey Nasri a exhorté les grandes entreprises nationales et les opérateurs économiques à saisir cette grande opportunité pour intégrer et pénétrer les mar-

chés africains, introduire les produits algériens et mettre à profit la grande expérience que l'Algérie a acquise depuis l'indépendance dans de nombreux domaines économiques, industriels, pétroliers, de services, les secteurs agricole et bancaire, dans le but de consacrer la présence du produit algérien et de le promouvoir. Notre pays, ajoute-t-il, a également la capacité de conclure des accords d'échange et d'investissement et de mettre en œuvre des projets d'investissement au profit des pays africains. Et d'ajouter : « L'Algérie est aujourd'hui plus que jamais qualifiée pour intensifier sa présence économique auprès des pays de l'Union africaine car il existe une volonté politique forte exprimée par le Président de la République à travers des actions concrètes et des mesures qu'il a initiées, notamment l'ouverture de succursales de banques nationales dans un certain nombre de pays du continent, no-

tamment en Mauritanie, au Sénégal et plus tard en Côte d'Ivoire ». Rappelant que l'Algérie est devenue un membre actif de la Banque africaine de développement après la décision du président de la République en février dernier de porter la part de l'Algérie dans cette banque à 17 mille actions, Ali Bey Nasri a appelé à travailler sérieusement pour bénéficier des avantages et des prêts que cette Banque accorde aux pays africains dans le domaine du développement et de l'appui à l'investissement. En effet, de grandes opportunités s'offrent à l'Algérie pour contribuer au développement du continent africain en s'appuyant sur l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, à laquelle un budget estimé à un milliard de dollars a été alloué pour financer et accompagner investissements dans le continent africain.

COMMERCE Enquêtes de terrain pour contrôler la structure des prix des produits importés

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a lancé des enquêtes de terrain pour contrôler la structure des prix des produits importés auprès de différents importateurs et grossistes, en vue de freiner la hausse injustifiée des prix de certains produits, notamment des bananes, a indiqué dimanche un communiqué du ministère. Dans ce cadre, le ministère a fait état "du retrait définitif du document de domiciliation bancaire de deux opérateurs économiques activant dans l'importation de bananes, outre le lancement de poursuites judiciaires à leur encontre dans le cadre de la loi sur la spéculation", ajoutant que "les enquêtes menées ont révélé un non-respect de la structure des prix stipulée dans le document de domiciliation bancaire, malgré un avertissement préalable adressé par les services du commerce et de la promotion des exportations à ces deux opérateurs le 7 avril 2024, sur l'impératif de respecter la structure des prix". Rappelons que le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, qui a effectué mercredi, premier jour de l'Aïd, une visite de travail dans la wilaya d'Alger, s'est dit étonné de la hausse des prix de la banane ces temps-ci, précisant qu'une action est engagée pour "renforcer et contrôler le marché de la banane au vu de la hausse injustifiée de ses prix, sachant que nous en avons importé 320.000 tonnes l'année dernière. Le ministre a dans ce sens, relevé que le prix à l'import du kilo de banane n'a pas dépassé un dollar (135 DA en moyenne au cours officiel) et que son coût de revient, y compris les marges bénéficiaires, est d'environ 200 DA le kilogramme. Autrement dit, rien ne justifie les prix pratiqués dans nos marchés.

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES
Journée Portes Ouvertes à l’occasion de Youm El Ilm

Le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) organise, aujourd’hui mardi, une journée portes ouvertes sur ses activités de recherche au niveau de son siège à Alger, et ce, à l’occasion de la célébration de la journée de la science et du savoir (Youm el ilm). Cette journée sera célébrée à travers des conférences débats sur des sujets d’actualité liés au développement des énergies renouvelables. La journée sera aussi dédiée à l’exposition des projets de recherche dans le cadre des collaborations nationales et internationales. Ces portes ouvertes visent à informer sur les activités de recherche, de formation et de prestations de service qui sont menées au niveau du Centre de Développement des Energies Renouvelables

PÉTROLE
Le Brent à 89,47 dollars

Les prix du pétrole baissaient lundi, le marché tablant sur une désescalade après des tensions dans la région du Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin perdait dans la matinée 1,08% à 89,47 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mai, baissait de 1,21%, à 84,62 dollars. Les deux références mondiales du pétrole perdaient ainsi du terrain, le marché considérant que la désescalade est la voie la plus probable dans la région, commentent des analystes. Toutefois, les risques géopolitiques resteront élevés dans les semaines à venir, « ce qui mettra les marchés du pétrole sur le qui-vive », estiment-ils.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

FMI/BM

Le gouverneur de la BA prend part aux réunions de printemps à Washington

Le gouverneur de la Banque d’Algérie, Salah Eddine Taleb, participe du 15 au 20 avril courant à Washington (DC), aux réunions du printemps 2024 du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) où des sujets importants seront discutés, a indiqué la banque centrale. Ces réunions aborderont notamment la reprise économique post-pandémique, la coordination des politiques économiques et monétaires, ainsi que les stratégies fa-

vorisant une croissance inclusive et durable, a précisé la BA dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction. A cette occasion, M. Taleb prendra part en sa qualité de représentant de l’Algérie à la session plénière du Comité monétaire et financier international du FMI (IMFC). En parallèle, il participera également à la réunion des pays du MENAP (Moyen-Orient Afrique du Nord et Pakistan) avec la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, ainsi que des

rencontres avec le directeur général du Fond monétaire arabe, Fahad Alturki, et le président de la Banque africaine d’import-export (Afreximbank), Benedict Oramah, a fait savoir la même source. L’agenda du gouverneur de la Banque d’Algérie comprend également des réunions bilatérales avec des gouverneurs de banques centrales et présidents d’institutions financières internationales, a-t-elle souligné.

LA PRODUCTION MONDIALE LOURDEMENT IMPACTÉE PAR LA COVID-19

3 300 milliards \$ de pertes depuis 2020

La perte de production mondiale a atteint 3.300 milliards de dollars depuis 2020, a indiqué la chef du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva. S’exprimant lors d’un événement organisé par l’Atlantic Council (France), Mme Georgieva a affirmé que le rapport du (FMI) sur les perspectives de l’économie mondiale, qui sera publié dans les prochains jours, mettra en lumière une croissance mondiale légèrement plus forte mais relèvera en même temps beaucoup de sujets d’inquiétude qui subsistent depuis la pandémie de la Covid 19, en ajoutant que les cicatrices de la pandé-

mie étaient toujours présentes et que la perte de production mondiale depuis 2020 s’élève à environ 3.300 milliards de dollars. Selon ses propos, les Perspectives de l’économie mondiale du FMI mettront en lumière une croissance mondiale légèrement plus forte en raison de la vigueur de l’activité aux Etats-Unis et dans de nombreuses économies de marché émergentes. Elle a cité la consommation soutenue des ménages et les investissements des entreprises, l’atténuation des problèmes de la chaîne d’approvisionnement et la réduction de l’inflation comme contribuant à la croissance. Toutefois, elle a prévenu qu’il y avait

encore beaucoup de sujets d’inquiétude, expliquant dans ce sens que les perspectives de croissance se sont ralenties depuis la crise financière mondiale. «L’inflation n’est pas totalement vaincue, les réserves budgétaires ont été épuisées et la dette a augmenté, ce qui pose un défi majeur aux finances publiques de nombreux pays», a-t-elle analysé. L’économiste bulgare a également évoqué l’environnement mondial «devenu plus difficile» et «la recrudescence des tensions géopolitiques». Mme Georgieva a été reconduit dans ses fonctions de directeur général du FMI pour un mandat de cinq ans, avant les réunions de printemps aux Etats-Unis.

MARCHÉ DES CHANGES

Léger recul du dollar face aux autres monnaies

Le dollar a légèrement reculé hier après avoir gagné du terrain ces derniers jours, l’impact des risques géopolitiques sur le marché des changes restant encore incertain. Le billet vert baissait face à l’euro, qui prenait vers midi 0,12% à 1,0656 dollar, et fléchissait également face à la livre, qui montait de 0,27% à 1,2485 dollar. Mais le Dollar Index, qui compare le billet vert à un panier de monnaies, se maintenait à 105,908 points. Il évoluait ainsi encore non loin de son nouveau plus haut depuis novembre, atteint vendredi, à 106,109 points. Selon des analystes, le risque existe qu’un choc géopolitique nuise à la croissance, avançant le calendrier des baisses de taux. Inversement, si les craintes de perturbations de l’approvisionnement en pétrole provoquent une hausse des prix du brut, celle-ci est susceptible d’entraîner « une accélération de l’inflation », qui « pourrait alors signifier que la politique monétaire devra rester restrictive plus longtemps », détaillent-ils. Cette « volatilité accrue sur le marché des changes » lundi intervient « après un fort mouvement de renforcement du dollar la semaine dernière alors que les investisseurs ont réduit leurs anticipations de l’ampleur de l’assouplissement monétaire » de la Réserve fédérale (Fed), après la publication d’une inflation américaine plus élevée que prévu. Dans un contexte géopolitique tendu, les analystes no-

tent également une « demande accrue de valeurs refuges ». L’once d’or progressait de 0,25% à 2.350,30 dollars, après avoir touché un nouveau record absolu vendredi, à 2.431,52

dollars. La livre montait également de 0,14% face à la monnaie unique européenne, à 85,34 pence pour un euro.

Mercuriale

وزارة التجارة و ترقيّة الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة و التنمية الريفيّة
MINISTERE DE L’AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 15 افريل 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 15 avril 2024

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹		
DA / Kg			دج / كغ		
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	99	113	85	البطاطا
	Tomate	91	103	80	الطماطم
	Oignon sec	113	122	103	البصل الجاف
	Ail sec	480	558	402	الثوم الجاف
	Carotte	96	107	84	الجزر
	Navet	102	112	92	لفت
	Petit pois	172	193	152	الجلينة
	Fève verte	91	103	80	الفول الأخضر
	Courgette	89	100	78	الكوسة
	Haricot vert	377	402	353	الفاصولياء الخضراء
Laitue		106	119	93	الخس
Fruits frais	Pomme locale	462	568	357	التفاح المحلي
	Datte	556	674	437	التمر
	Orange	176	212	140	البرتقال
	Citron	157	176	137	الليمون
	Banane	428	441	414	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1711	1828	1594	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	450	463	438	الدجاج
	Eufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)

FINANCE INTELLIGENTE

Les opportunités et les défis liés à l'intégration de l'IA

Une conférence sur le thème « Finance intelligente: naviguer le futur avec l'IA » a été organisée, hier à Alger, par Algérie Poste avec la participation d'experts et acteurs du secteur financier, en vue d'explorer le potentiel transformateur de l'intelligence artificielle (IA).

Par Sirine R

Cette rencontre qui s'est déroulée en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a mis en lumière les opportunités et les défis liés à l'intégration de l'IA dans le paysage financier algérien, avec pour objectif de favoriser un échange constructif entre les différents acteurs du secteur afin de stimuler l'innovation et de promouvoir une finance plus inclusive et efficiente.

La rencontre a permis d'approfondir les connaissances sur les opportunités offertes par l'IA, à travers la présentation notamment d'études de cas illustrant les applications réussies de l'IA dans la gestion des risques, l'innovation financière et l'analyse de données pour une prise de décision éclairée en temps réel.

A cette occasion, M. Bibi Triki a relevé que le secteur des services financiers « connaît des transformations rapides grâce aux progrès technologiques, dont l'IA, qui joue un rôle important en offrant des solutions et des applications innovantes renforçant l'efficacité des performances, améliorant l'expérience client et renforçant la sécurité des transactions financières ». Il a souligné à cet effet, que Algérie Poste est « engagée dans une démarche de modernisation de sa gestion et de ses services afin d'offrir un service public à la hauteur des attentes des citoyens et de tous les acteurs ». Il a précisé que cette conférence « s'inscrit dans le cadre de la volonté de l'institution d'adopter les dernières technologies, telles que l'intelligence artificielle, et de s'ouvrir à son environnement, comme les universités, les centres de recherche et les startups, afin d'encourager l'innovation et d'améliorer ses performances ».

De son côté, le directeur général d'Algérie Poste, Louai Zaidi, a indiqué que cet événement constitue une « étape cruciale » et un « tournant décisif » dans le parcours de l'entreprise en sa qualité d'établissement public, « pionnier dans l'industrie



financière intelligente et qui vise à partager son expérience en la matière et de bénéficier des propositions et approches pour améliorer l'usage financier et numérique de ses clients ». Pour sa part, l'expert en IA, Mourad Bouache, a mis en avant l'impact de l'utilisation de l'IA dans les analyses financières, soutenant que cette technologie permet, entre autres, de « prévoir les tendances du marché avec une précision déconcertante et générer des scénarios financiers complexes en quelques secondes ».

De son côté, Mohamed Benaoumeur Senouci, spécialiste dans le domaine de l'IA, a fait observer que cette technologie « permet d'automatiser des tâches manuelles chronophages, libérant ainsi les employés pour se concentrer sur des activités à forte valeur ajoutée ». L'adoption de l'intelligence artificielle n'est pas sans risques, ont fait savoir d'autres intervenants, mettant en garde notamment contre les cybermenaces, la criminalité fi-

nancière et les risques liés aux deepfakes (contenus IA multimédias hyperréalistes, souvent trompeurs), appelant à mettre en place des « mesures de sécurité robustes pour protéger les systèmes financiers et préserver la confiance des utilisateurs ».

Le colloque a été marqué par des présentations et des discussions riches, animées par un groupe d'experts et d'acteurs éminents dans les domaines des technologies financières (FINTECH), de la recherche scientifique étroitement liée au domaine numérique, de l'innovation et des startups.

En marge de la conférence, un protocole d'accord a été signé entre Algérie Poste et l'Ecole nationale supérieure d'intelligence artificielle visant à développer une « approche collaborative » solide et bénéfique, avec notamment l'intérêt commun de faire valoir l'expertise de chacune des deux parties afin d'enrichir les solutions et services technologiques innovants proposés sur le marché algérien.

EN PRÉSENCE DU
MINISTRE ARKAB
**Tenue
aujourd'hui de la
28e Journée de
l'Energie**

La 28e édition de la Journée de l'Energie se tiendra mardi en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, avec pour thème "Pour un modèle énergétique plus flexible à l'horizon 2035", a indiqué lundi un communiqué du ministère.

Cette édition, qui coïncide avec la célébration de la Journée du Savoir, verra la participation du Commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFE), ainsi que de nombreux cadres et experts algériens dans le domaine des nouvelles énergies, des énergies renouvelables et de la transition énergétique.

Cette journée d'études sera, également, marquée par l'animation de plusieurs conférences par Pr. Chemeddine Chitour, et d'autres experts dans différents domaines de l'énergie, selon la même source.

A cette occasion, les étudiants ingénieurs de l'Ecole nationale Polytechnique (ENP) d'Alger présenteront de nombreuses contributions et exposés sur des thèmes liés aux énergies renouvelables, au développement de l'hydrogène vert, à la transition énergétique et à l'efficacité énergétique.

**ALLIANCE
ASSURANCES,
SPONSOR-
CONTRIBUTEUR DE LA
CONFÉRENCE**

**« Smart Finance,
explorer l'avenir
avec l'IA »
organisée par
son partenaire,
Algérie Poste**

Alliance Assurances annonce son sponsoring de la conférence « Smart Finance, Explorer l'Avenir avec l'intelligence artificielle » organisée, hier lundi 15 avril à l'hôtel Sheraton (Alger), par son partenaire Algérie Poste. Un événement dédié à l'implantation de l'IA et des nouvelles technologies numériques dans le secteur de la poste et qui a réuni plusieurs experts nationaux et internationaux.

En tant qu'entreprise pionnière dans le domaine de la transformation digitale et l'utilisation des nouvelles technologies, Alliance Assurances n'hésite pas à accompagner financièrement ce genre d'événement ni à y prendre part activement et ce conformément aux orientations du Gouvernement.

S'inscrivant dans sa stratégie de transformation digitale et la mise en place de l'intelligence artificielle dans ses process, Alliance Assurances investit dans ce domaine et contribue, à son échelle, à l'épanouissement de ce secteur en Algérie.

26^e ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DE LA SANTÉ

Plus de 200 exposants attendus à Oran

Plus de 200 exposants prendront part à la 26^{ème} édition du Salon international de la santé (SIMEM), qui se tiendra au Centre des conventions d'Oran, du 17 au 20 avril en cours, ont indiqué, dimanche, les organisateurs de l'événement dans une conférence de presse.

Cette édition, organisée sous le thème "la santé à l'ère de la technologie", verra la participation de 209 exposants, dont 25 entreprises étrangères, représentant 692 firmes originaires de 40 pays, a souligné Yasmine Chaouche, Général manager, or-

ganisatrice du Salon.

Ce salon réunira, comme de coutume, des exposants d'appareils et dispositifs médicaux, d'équipements et de produits de laboratoire, de mobilier hospitalier, d'imagerie médicale, d'hygiène hospitalière, d'instrumentation, des consommables et des produits pharmaceutiques, entre autres.

Il s'agit d'un événement qui se veut un espace privilégié pour la découverte des dernières tendances en matière d'équipements, des produits et des services dans le domaine médical, d'échange des idées et

une opportunité pour tisser des partenariats stratégiques, a-t-on souligné.

Les journées scientifiques du SIMEM, organisées en marge de l'exposition, prévoient un riche programme de conférences (80 conférences) et d'ateliers (25 ateliers), co-organisées avec des institutions spécialisées et des sociétés savantes, comme le collège de chirurgie vasculaire d'Oran (CCVO), la société Algérienne d'endocrinologie et métabolisme (SEAM), l'association nationale de gynécologues-obst libéraux (ANGOL), entre autres.

SÉTIF

Lancement des travaux d'aménagement urbain à la commune de Guellal

Des travaux d'aménagement urbain ont été lancés dernièrement dans la commune de Guellal (Sud de Sétif) pour une enveloppe financière de 49 millions DA, apprend-on des services de la wilaya. La même source a précisé que cette opération qui vise l'amélioration du cadre de vie des habitants de cette collectivité locale et à donner un meilleur aspect à ses quartiers, porte sur le revêtement des chaussées, le pavage des trottoirs, l'embellissement des routes et intersections ainsi que le reboisement. L'opération dont le délai des travaux a été fixé à cinq mois est de nature à répondre aux aspirations des citoyens relatives à l'amélioration du cadre de vie de cette commune de plus de 21.000 habitants, est-il noté. Le projet s'inscrit dans le cadre d'une vaste opération d'amélioration urbaine ciblant durant cette année les huit communes de Guellal, El Eulma, Hammam Sokhna, El Ouldja, Oued El Bared, Ain Sebt, Béni Mouhli et de Djemila pour une enveloppe financière globale de 285 millions DA, ont indiqué les mêmes services. En 2023, la wilaya de Sétif a bénéficié d'une enveloppe financière de 100 millions DA pour l'exécution de travaux d'aménagement urbain dans les communes d'Ain Oulemène (Sud de Sétif) et Tizi Nebchar (Nord de Sétif) dont les taux d'avancement sont respectivement de 75% et 50%, est-il indiqué.

BISKRA

D'importantes quantités de dattes commercialisées

D'importantes quantités de dattes, en particulier de la variété « Deglet-Nour », ont été commercialisées sur les marchés nationaux et étrangers depuis le début du mois sacré du Ramadhan, a appris l'APS, auprès des phoeniculteurs de la wilaya de Biskra.

Djemoui Sboula, propriétaire de chambres froides et commerçant de dattes dans la commune de Foughala, a indiqué, s'agissant de « Deglet-Nour », un afflux « très important » de commerçants de toutes les régions du pays a été observé pendant le mois de Ramadhan. Les commerçant locaux et les propriétaires de chambres froides profitent de l'occasion pour commercialiser leurs stocks « avant la nouvelle saison agricole », a-t-il expliqué, ajoutant que les ventes des dattes conservées dans sa chambre froide a atteint environ 70 % depuis le mois sacré. M. Sboula a précisé que la saison agricole en cours a été caractérisée par une baisse des prix des variétés de dattes, en particu-

lier de la « Deglet-Nour », en raison de nombreux paramètres, notamment la venue de nouveaux commerçants sur le marché phoenicole, l'abondance du produit, la crainte de sa dépression et la forte demande des commerçants pour les types de dattes commercialisées à des prix situés entre 350 et 450 dinars le kilogramme, entraînant ainsi une baisse des prix. Il convient de noter, à ce propos, que la « Deglet-Nour », vendue cette année entre 500 et 700 dinars le kilogramme, avait été commercialisée, durant le mois Ramadhan précédent, à plus de 800 dinars le kilogramme. Pour sa part, Abdelbasset Djellab, producteur et exportateur de dattes de la com-

mune de Tolga, a déclaré que 20 % des dattes Deglet-Nour, qui est une marque déposée des régions occidentales de Ziban, sont commercialisées pendant la période de récolte, c'est-à-dire entre octobre et novembre, tandis que le reste est acheminé vers les chambres froides pour une « commercialisation progressive avant et pendant le mois de Ramadhan et les jours qui suivent ». La wilaya de Biskra, qui compte plus de 3,800 millions palmiers-dattiers, dont 3,600 millions d'arbres productifs, produit chaque quelque 2 millions de quintaux de « Deglet-Nour », soit environ 60 pour cent de la production totale, selon les statistiques de la direction des services agricoles.

ZEMMOURI:BOUMERDES

Trois grands navires de pêche en construction

Trois grands navires de plus de 35 mètres de longueur, actuellement en construction au port de Zemmouri (est de la wilaya de Boumerdes), viendront renforcer la flotte de pêche en haute mer fin 2024, a-t-on appris auprès de la Direction de la pêche et de l'aquaculture. Dans une déclaration à l'APS, le directeur du secteur, Kadri Cherif, a précisé que ces navires seront prêts pour la prochaine

campagne de pêche vers fin 2024. Ces navires, en plus des trois autres de la même taille entrés en service l'année dernière, s'inscrivent dans le cadre du renforcement et de la modernisation de la flotte de pêche hauturière, notamment la pêche au thon, selon la même source. M. Kadri a fait savoir que la flotte de pêche dans la wilaya s'était récemment agrandie avec l'en-

trée en service d'une quinzaine de navires de pêche de différentes tailles, construits dans les chantiers navals de Dellys, Khe-mis El Khechna, Zemmouri El Bahri, ainsi que dans des chantiers navals en dehors de Boumerdes. Aussi, la wilaya possède aujourd'hui une flotte de pêche constituée de plus de 670 navires, ce qui permettra de porter la production halieutique en

2024 à plus de 7.000 tonnes contre près de 6.000 tonnes en 2023, selon l'intervenant. Cette hausse du nombre de navires de pêche s'est accompagnée d'une augmentation de près de 8% du nombre de marins et d'artisans en activité dans les ports de la wilaya et de l'arrivée de plus de 420 nouveaux artisans, a indiqué le responsable, faisant état de 6.015 marins actifs dans la wilaya.

KHENCHELA

300 unités pour la première tranche du programme AADL 3

Plus de 300 logements ont été réservés en 2024 à la wilaya de Khenchela au titre de la première tranche du programme AADL 3, apprend-on auprès du directeur local du logement. Dans une déclaration à l'APS, Walid Benseghir a révélé que cette première tranche réserve à la wilaya de Khenchela 300 unités pour lesquelles les souscriptions débuteront avant la fin du

premier semestre de l'année en cours et elle est appelée à augmenter à 2.000 unités en cas d'accroissement de la demande des citoyens de la wilaya sur cette formule. En prévision de la concrétisation de ce programme, trois assiettes foncières ont été dégagées dans la commune de Khenchela: à la cité route de Baghaïa dans le POS 21, sur la route de Fringuel, près des 1375 logements promotionnels aidés, et sur la

route Zoui du POS 13, a précisé le même responsable. Le même responsable a ajouté qu'en application des instructions du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, toutes les procédures administratives relatives à la régularisation de la nature légale de ces assiettes foncières ont été parachevées. La superficie totale des assiettes qui accueilleront ce programme est estimée à 22,5 hectares ré-

partis sur les sites route Baghaï, route Fringuel et route Zoui, a ajouté le directeur du logement. Les souscriptions pour les logements AADL 3 s'effectuèrent sur le site électronique de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) par le numéro d'identification national et celui de la sécurité sociale du postulant, a indiqué M. Benseghir.

TIARET

Réalisation et aménagement de plus de 180 km de pistes forestières

La Conservation des forêts de la wilaya de Tiaret a réalisé plus de 180 km de pistes forestières et 150 hectares de tranchées anti incendies, a-t-on appris auprès de cette structure. Le Conservateur des forêts, Abdelkader Achour, a souligné que "ces actions visant la protection du couvert forestier des incendies ont permis l'ouverture de 99 km de pistes forestières, l'aménagement d'autres sur 85 km et la réalisation de 80 ha de tranchées anti incendies et

l'aménagement de 70 autres ha". Ce programme, mis en œuvre sur une durée de trois ans (2020-2023), a nécessité une enveloppe financière de 173,6 millions DA. Il s'agit des travaux de réalisation de nouvelles pistes forestières dans cinq communes, soit 29 km dans la commune de Aïn Hadid, 10 km dans la commune de Sidi Bakhti, 5 km à Si Abdelghani, 7 km à Rechaigua, 8 km à Djillali Benamar, 40 km entre les communes de Machraâ Sfa et Takhmert.

Des pistes forestières endommagées par les intempéries ont été également aménagées, dont 31 km dans la commune de Medroussa, 15 km à Takhmert, 20 km répartis entre les communes de Aïn Hadid, Tagdempt, Tida, Sidi Hasni, 10 km à Sidi Bakhti, 7 km à Frenda et 2 km à Sabt. Dans le cadre de ce programme, des tranchées anti incendies ont été réalisées, soit 35 ha à Frenda, 30 ha à Sidi Bakhti, outre l'aménagement d'an-

ciennes tranchées, dont 30 ha à Tagdempt, 40 ha entre les communes de Frenda et Guertoufa. Avec la réalisation de ces projets, la wilaya de Tiaret dispose de 1.761 km de pistes rurales, la plupart aménagées, alors que de nouveaux programmes seront concrétisés pour l'exercice 2024, et ce pour intensifier les efforts visant la protection du couvert végétal considérable de la wilaya, dont la superficie a dépassé les 152.000 ha.

La fatigue des démocraties

La rivalité systémique Chine-Etats-Unis, l'apparition d'un « Sud global » lui-même bien disparate, la guerre en Ukraine... Les manifestations les plus criantes de la fragmentation géopolitique et économique du monde sont la multiplication depuis 2010 des conflits militaires internationaux par presque quatre, celle du nombre des pays soumis à des sanctions financières par un peu moins de trois ou encore celle des mesures protectionnistes dans le monde par six.

Par Olivier Klein (*)

Cette fragmentation géopolitique s'accompagne ainsi d'une fragmentation économique, bien qu'à un rythme plus lent. Les deux menaçant la paix et la sécurité – le bruit du monde nous le rappelle tristement chaque jour – et les bienfaits d'une liberté organisée du commerce et des mouvements de capitaux. Rappelons-nous que le taux de la population mondiale pauvre (en dessous du niveau minimal de subsistance) est passé de 40 % en 1980 à environ 10 % ces dernières années. Le jeu des puissances est revenu au centre de la scène mondiale. La Chine veut retrouver une place prédominante, après une longue période d'effacement géopolitique. La Russie, après la fin pacifique de l'Union soviétique, est mue par son complexe historique d'encerclement et d'insuffisante prise en considéra-

tion de sa « juste » place dans le concert des puissances mondiales. Le rejet du « deux poids, deux mesures » mobilise les populations des pays émergents comme leurs dirigeants. La défiance est donc considérablement montée entre les pays émergents et l'Occident, l'Occident qui servait jusqu'alors de modèle et qui donnait le « la » de la régulation mondiale. D'où l'actuelle déficience des modes de régulation mondiale : l'ONU, l'OMC, etc., mais aussi les mécanismes de coordination usuels bilatéraux plus ou moins formalisés. La fragmentation du monde semble bien en marche. Mais nous assistons aussi parallèlement à une autre fragmentation. Au sein même des démocraties occidentales, avec une montée des populismes et des extrêmes. Les démocraties semblent fatiguées. Comme l'écrivait Cioran : « Une civilisation débute par le mythe et finit par le doute. » Le développement du wokisme en est tout à la fois une manifestation et une cause.

La recherche de l'extension illimitée des droits de chacun, dans tous les domaines, sans jamais les associer aux devoirs symétriques qui pourraient les permettre, induit l'éventualité d'une ruine morale, une perte de tout sens civique. Et la possibilité d'une ruine financière, avec un financement à bout de souffle d'un système de protection sociale, pourtant essentiel. Ici encore, la montée de la défiance en résulte, renforçant la fragmentation. Défiance vis-à-vis de l'Etat, des institutions, des autres même. Et, ici ou là, la montée de la défiance vis-à-vis de la démocratie elle-même. Le wokisme finit par nourrir la montée du populisme, qui se targue de vouloir rétablir les valeurs fondamentales, tout en proposant une logique illibérale, tant économiquement que politiquement. Ce jeu des contraires pousse à une fragmentation encore plus forte, voire potentiellement violente, de la société. Cette fatigue appa-

rente de la démocratie ne peut que donner peu d'envie aux autres civilisations. La fragmentation des sociétés occidentales nourrit ainsi pour partie la fragmentation du monde et la montée d'une défiance généralisée. Parallèlement, la montée des régimes autocratiques dans les pays émergents induit à son tour une méfiance justifiée de la part des pays occidentaux. Saura-t-on recréer le degré de confiance en soi comme en les autres et les modes de coordination nécessaires pour ne pas développer encore davantage la logique du chacun pour soi des individus et des pays ? Saura-t-on éviter la violence primitive toujours justifiée par la violence anticipée de l'autre ? Pourra-t-on revivifier la démocratie et assurer son équilibre pour protéger ce bien précieux ? Pour éviter la dynamique mortifère de la défiance et les conséquences multifformes délétères de la fragmentation.

(*) Professeur d'économie
Source : Les Echos

NégoGPT : une négociation collective sur l'IA

Par Sébastien Crozier (*)

Et si l'Intelligence Artificielle remettait de la concertation dans le travail ? La question peut paraître contre-intuitive, tant l'irruption de ChatGPT et de ses cousins semble accélérer la numérisation et l'automatisation du travail. Mais, toute « intelligente » qu'elle soit, la « machine » reste tributaire de nos choix collectifs quant à son développement et son déploiement.

Transformer la révolution technologique en opportunité économique

L'essor de l'IA peut être une opportunité pour l'emploi, à condition de cesser les projections alarmistes. Si les innovations technologiques font disparaître certaines parties des métiers, elles en font apparaître d'autres. Moins de 5% des emplois seraient directement remplaçables, selon le rapport de la commission IA. Excel n'a pas remplacé les comptables. Il leur a permis de gagner en efficacité, libérant du temps pour des tâches à plus forte valeur ajoutée et moins répétitives. L'IA offre les mêmes perspectives : elle générerait des gains de productivité de l'ordre de 25 à 35% selon les études. Sous réserve de préparer les organisations et les salariés à cette évolution.

Monter en compétence pour garder la maîtrise de la technologie

Les Allemands ont réussi à préserver leur industrie en montant en gamme et en se concentrant sur la production à forte valeur ajoutée. L'IA, dont les applications ne se limitent pas à l'IA générative et à la production de contenus, offre à la France l'opportunité de se replacer dans la course à la qualité en organisant une dynamique d'appropriation partout et pour

tous. Les innovations technologiques génèrent des effets positifs dès lors que les organisations savent s'adapter. Il a fallu un temps d'appropriation pour maîtriser les premières calculatrices en notation polonaise inversée qui ont permis une forte augmentation de la productivité dans les métiers recourant à des calculs fréquents. Pour accélérer le processus d'appropriation, de grands plans de formation sont nécessaires. L'idée n'est pas neuve mais elle doit être au cœur des débats et de la négociation entre les acteurs sociaux qui doit rapidement s'ouvrir. Il s'agit de faire monter en compétence des salariés qui ont été formés à une époque où cette technologie n'existait pas. D'anticiper les besoins en organisant efficacement l'orientation professionnelle pour éviter de préparer les jeunes à des métiers en voie de disparition. Ce grand défi se pose pour le concepteur comme pour le consommateur. Qui va former les formateurs ? Que vont devenir les ingénieurs fraîchement diplômés dont la formation est déjà insuffisante ? La maîtrise technologique demeure un sujet clef de l'avenir de la compétitivité de notre économie.

Négocier pour encadrer l'interaction entre l'homme et la machine

Si Deep Blue a battu le grand maître des échecs Kasparov, un joueur aidé d'un ordinateur est aujourd'hui encore capable de battre l'ordinateur seul. Il en va de même dans le travail : la machine ne remplace pas l'humain, elle offre un outil de multiplication de ses performances et de son potentiel, à condition de l'utiliser correctement. Une étude menée à HEC conclut à une moindre efficacité des étudiants se contentant de corriger ChatGPT par rap-

port à ceux qui écrivent entièrement leur devoir. Il convient d'attribuer à la machine sa juste place, aux côtés et non en surplomb du travailleur. La condamnation d'Amazon par la CNIL en janvier 2024 pour son système de surveillance de l'activité et des performances des salariés nous éclaire sur la nécessité de mettre en discussion l'usage de la technologie en amont de son déploiement et de négocier les interactions à venir en répondant aux nombreuses interrogations qu'elles soulèvent : quelle est sa place dans le système de production ? Est-il souhaitable de déléguer toutes les tâches répétitives ? Quels niveaux de décision et de contrôle accepte-t-on de la part d'une IA ?

Répartir les dividendes du déploiement de l'IA

Si les conditions sont réunies, il faut s'assurer que les gains de productivité soient correctement répartis. Cette question doit faire l'objet d'une négociation collective pour éviter de reproduire les erreurs stratégiques qui ont conduit à la délocalisation d'une grande partie de notre système productif : la valeur créée doit rester localisée. Dans les entreprises ayant adopté l'IA entre 2018 et 2020, le nombre d'emplois évolue ainsi plus vite que dans les autres. Garantissons que ces emplois restent en France et en Europe. Au-delà de la répartition macroéconomique des dividendes de la machine, il faudra négocier la répartition de la valeur ainsi créée au sein des entreprises. Les gains de productivité ne doivent pas tous alimenter les actionnaires alors que le travail est en crise et que la « machine » peut participer à aggraver cette situation. Une partie du temps libéré doit être dévolu à recréer des collectifs de travail, à investir sur les

salariés et permettre de réfléchir sur le sens des missions. Au-delà du travail vécu, nous devons examiner l'impact sur les clients et usagers. Comment éviter d'amplifier une discrimination technologique déjà importante ? Ne reproduisons pas certains effets délétères de la numérisation des services publics qui a complexifié, voire rendu inaccessible, pour une partie non négligeable de la population, les démarches administratives faute d'accompagnement et de formation.

Rattraper notre retard dans la compétition technologique internationale

La France et l'Europe doivent reprendre le contrôle de leur avenir technologique. Même la sémantique nous échappe : « intelligence artificielle » est un anglicisme dont la traduction appropriée serait plutôt « renseignement artificiel ». Avec les GAFAM, nous avons laissé des milliardaires en t-shirt créer des monopoles technologiques et financiers qui échappent à tout contrôle. Vingt ans plus tard, nous essayons encore de juguler les effets néfastes de ces géants sur nos vies privées, sur les finances publiques et la planète. La maîtrise de l'IA n'est pas un simple enjeu technique ou économique. C'est une question de souveraineté qui nécessite une réflexion collective et des actions concertées pour éviter de reproduire les erreurs des dernières révolutions numériques. L'IA ne doit pas être un mantra qui conduise à éviter un échange incontournable entre les acteurs sociaux pour construire l'avenir de notre société.

(*) Directeur du mécénat public
et Président de de la CFE-CGC Orange.
Source : La Tribune.fr

IRAK, JORDANIE ET LIBAN
Réouverture de leur
espace aérien

Ces trois pays avaient annoncé dans la nuit de samedi à dimanche la fermeture de l'espace aérien ainsi que l'interruption du trafic

Au Liban, pays voisin d'Israël, le ministre des Transports, Ali Hamie, a déclaré: «nous avons repris les vols depuis 7H00 (4H00 GMT) et nous surveillons la situation»

Ces trois pays avaient annoncé dans la nuit de samedi à dimanche la fermeture de l'espace aérien ainsi que l'interruption du trafic.

Dans un communiqué dimanche matin l'Autorité de l'aviation civile confirme "la réouverture de l'espace aérien" aux avions qui arriveraient ou partiraient des aéroports irakiens notamment, assurant que "tous les risques pesant sur la sécurité des avions civils en Irak -- pays voisin de l'Iran -- ont été écartés."

Le Liban, pays voisin d'Israël, le ministre des Transports, Ali Hamie, a déclaré à l'AFP: "nous avons repris les vols depuis 7H00 (4H00 GMT) et nous surveillons la situation".

La Jordanie, un autre pays frontalier d'Israël, a également annoncé dans un communiqué la réouverture dimanche matin de son espace aérien.

DESTINÉE À PROMOUVOIR
LES ÉNERGIES
RENOUVELABLES EN ÉGYPTÉ
La BERD va investir
dans une nouvelle
plateforme

En Égypte, la BERD est l'une des principales banques qui soutiennent les projets d'énergies renouvelables, s'alliant souvent avec des industriels locaux ou internationaux.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), en collaboration avec Meridiam et Hassan Allam Utilities (HAU), lève des capitaux dans HAU Energy BV, une nouvelle plateforme créée pour investir dans des projets d'énergie renouvelable, principalement en Égypte et potentiellement dans d'autres pays d'Afrique.

Cet investissement favorisera la participation du secteur privé dans le secteur égyptien de l'électricité, tout en soutenant les plans zéro émission du gouvernement égyptien en accélérant le déploiement de projets d'énergie renouvelable.

« Nous sommes très fiers de nous associer à Meridiam et à HAU pour aider l'Égypte à développer les énergies renouvelables et à accélérer la transition vers une économie verte. Cet investissement stratégique devrait faciliter la mise en œuvre du programme de 10 GW d'énergies renouvelables dans le cadre du pilier énergétique égyptien de l'initiative Nexus sur l'eau, l'alimentation et l'énergie (NWFE) », a déclaré NanditaParshad, directrice générale de la BERD pour les infrastructures durables.

Ce nouveau partenariat est en effet la pierre angulaire d'un programme de 10 GW d'énergies renouvelables de l'initiative Nexus on Water, Food and Energy (NWFE), pilotée par la BERD en Égypte et lancée lors de la COP27 en 2022.

INDUSTRIE DES COMPOSANTS AUTOMOBILES EN TUNISIE
Passer la vitesse supérieure

« Les décisions, qui ont été prises à l'issue de la session de travail ministérielle consacrée au secteur, sont audacieuses et vont ouvrir la voie à son développement », a souligné le président de la « Tunisian Automotive Association » (TAA), NabhenBouchaâla.

Si elle a été parmi les secteurs les plus touchés par la crise Covid qui a débuté en 2020, l'industrie des composants automobiles continue de remonter la pente à pas sûrs et devra renouer, dans un futur très proche, avec le rythme de production d'avant-crise sanitaire.

Fleuron de l'industrie tunisienne, le secteur des composants automobiles a su se forger une bonne réputation internationale en tant qu'industrie performante. La gestion adaptée des unités de production, lors de la crise sanitaire, n'était qu'une preuve de plus de sa résilience ainsi que de sa capacité d'adaptation à un contexte mondial marqué par une forte mouvance.

Des mesures d'envergure

Il va sans dire que le secteur pèse lourd dans l'économie : il génère 2,4 milliards d'euros de recettes d'exportation, emploie plus de 95.000 personnes et contribue à hauteur de 4% au PIB. Les opportunités qui se profilent avec l'émergence des politiques de relocalisation privilégiées par les Européens, suite à la crise Covid et accélérées par la guerre en Ukraine, ouvrent, aujourd'hui, un boulevard aux opérateurs de cette filière clé. C'est dans ce contexte que le gouvernement a décidé de prêter main-forte au secteur afin d'appuyer les entreprises établies, mais aussi d'attirer de nouveaux investissements, d'autant plus que le secteur, fort de ses atouts et du savoir-faire qu'il a pu acquérir depuis des décennies, est promu à un bel avenir.

En effet, une séance de travail ministérielle présidée par le chef du gouvernement Ahmed Hachani a été consacrée, au début de ce mois, à l'industrie de l'équipement automobile en Tunisie. A l'issue de cette réunion, plusieurs mesures, ayant pour objectif d'améliorer la rentabilité, la performance ainsi que l'attractivité du secteur, ont été décidées. Il



s'agit notamment de développer une vision stratégique visant à faire progresser le secteur, et ce, dans le cadre des plans de développement 2023-2025 et 2026-2030 ; d'actualiser la base de données relative aux terrains industriels disponibles et de réviser la marge de préférence dans les marchés publics de 10 à 25% sur tous les produits d'origine tunisienne, tels que les équipements automobiles.

Ces décisions d'envergure visent, en effet, à faire passer le secteur à un rythme supérieur. « Ces décisions sont audacieuses et vont ouvrir la voie au développement du secteur », a commenté le président de la « Tunisian Automotive Association », NabhenBouchaâla, lors de son intervention sur les ondes d'une radio privée.

« Nous estimons qu'avec cette réunion, le gouvernement a remis le secteur à la tête des priorités en Tunisie. Il a défini une feuille de route claire pour la filière », a-t-il encore ajouté. Revenant sur la question du foncier industriel, Bouchaâla a fait savoir que les terrains industriels figurent parmi les principales

difficultés rencontrées par les investisseurs étrangers.

« Après le déclenchement de la guerre en Ukraine, il y a eu des demandes de transfert d'activité en Tunisie et la base de données des terrains industriels n'était pas actualisée. C'est pour cette raison que la présidence du gouvernement a appelé à l'actualiser et à régulariser la situation de ces terrains pour faciliter les nouvelles opérations d'investissement. Aujourd'hui, les terrains disponibles sont de taille réduite, ce qui pose un problème. Les investissements dans ce secteur nécessitent des superficies de l'ordre de 30.000 mètres carrés alors que les terrains disponibles ne dépassent pas les 6.000 m2 », a-t-il précisé. Il a ajouté que les champions nationaux et internationaux, qui tirent aujourd'hui le secteur vers le haut, sont en mesure de faire des émules et d'attirer d'autres investisseurs étrangers et nationaux qui tournent désormais le regard vers le site Tunisie. « C'est un secteur très rentable et qui a tous les atouts pour se développer et faire émerger de nouveaux champions » a-t-il souligné.

MAURITANIE

Participation aux réunions de printemps du FMI
et de la Banque mondiale

Une délégation de la République Islamique de Mauritanie a quitté Nouakchott samedi soir à destination de Washington pour participer aux réunions de printemps du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale qui se tiendront du 15 au 20 avril courant.

La délégation, composée du ministre de l'Économie et du Développement durable, M. AbdessalamOuld Mohamed Salah, du ministre des finances, M. IsselmouOuld Mohamed Mbadi et du gouverneur de la Banque centrale de Mauritanie (BCM), Mohamed Lamine Ould Dhabi, participera à trois

réunions avec les commissaires de l'Union africaine et du G20 afin de coordonner la première participation de l'Union africaine en tant que membre permanent du G20 pour la première fois. La délégation devrait également tenir des séances de travail avec des hauts fonctionnaires de ces institutions financières internationales, ainsi qu'avec un certain nombre de personnalités financières internationales participant aux réunions, afin de discuter de questions d'intérêt mondial, telles que les perspectives économiques mondiales, l'éradication de la pauvreté, le développement économique, le changement climatique,

la transition énergétique et l'investissement dans le capital humain.

La Mauritanie, en vertu de sa présidence actuelle de l'Union africaine, préside les réunions ministérielles et techniques au niveau continental. La délégation d'accompagnement comprend M. Thiam Samba, ambassadeur itinérant, M. HacenOuldZein, inspecteur général d'État, M. SidAhmedOuldBouh, conseiller à la Présidence de la République et M. Mohamed LemineOuldRaghani, conseiller du Premier ministre, ainsi qu'un certain nombre de hauts responsables des départements économique et financier.

CAMEROUN

76 essences de grumes interdites d'exportation pour favoriser la transformation locale

Des mesures similaires sont déjà prises ou en préparation dans plusieurs pays d'Afrique centrale qui souhaitent tirer meilleur parti de leurs forêts tropicales, notamment sur le volet commercialisation du bois.

Jules Doret Ndong, le ministre camerounais des Forêts a signé en début de mois un arrêté qui interdit l'exportation sous forme de grumes de 76 essences de bois. « Conformément aux décisions issues des récents travaux du Conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale, tenus à Bangui le 23 février 2024, l'entrée en vigueur de la décision sous-régionale est fixée au 1er janvier 2028. Dans l'inter- valle, le ministre poursuivra la réduction du nombre d'essences de promo- tion et l'élargissement concomitant de la liste des essences interdites de sortie. L'objectif étant de minimiser les impacts négatifs de la baisse ponctuelle des recettes consécutive à l'implémentation de ladite décision et de tabler résolument sur les avantages économiques et finan- ciers qu'induit la transformation » relaie Investir au Cameroun. En effet, réunis le 23 février 2024 dans la capitale de la République centrafricaine, les ministres en charge des forêts de la Cemap et de la RD Congo ont pris la résolution d'interdire, à compter du 1er janvier 2028, toutes les exportations des bois en grumes. Mais, précise le communiqué final ayant sanctionné les tra- vaux de Bangui, les pays concernés doi- vent entamer la mise en œuvre progres- sive de cette mesure d'interdiction à compter du 1er janvier 2025. Le Cameroun lui, vient d'enclencher le

processus 8 mois à l'avance, avec l'inter- diction de l'exportation de 76 essences. À en croire le ministre des Forêts, la liste des essences interdites d'exporta- tion devrait progressivement s'allonger au fil des années. Le gouvernement ca- merounais monte ainsi davantage en ré- gime dans la promotion de la 2e trans- formation du bois. En effet, depuis 7 ans, l'État du Came- roun a entrepris de décourager les ex- portations des grumes et des sciages is- sus de la première transformation, à tra- vers des relèvements successifs des droits de sortie. C'est ainsi que sur la pé- riode de 6 ans allant de 2017 à 2023, le droit de sortie des grumes est passé d'un taux de 17,5% à 60%. Ces revalorisa- tions successives correspondent à une hausse globale de la taxation des expor- tations des grumes de 343% en valeur relative. Dans la loi de finances 2024, ce droit de sortie des grumes a été à nou- veau revalorisé, passant de 60% à 75% de la valeur FOB de l'essence. Sur le même registre, le droit de sortie des sciages a crû de 165% entre 2016 et 2023, selon les propres calculs des fores- tiers. Cette surtaxation porte d'ores et déjà ses fruits, dans la mesure où les exporta- tions des grumes deviennent résiduelles dans les cargaisons de bois expédiées par le Cameroun vers le marché inter- national. En 2022, par exemple, révèlent

les données de l'Institut national de la statistique (INS), seulement 746 m3 de grumes ont été exportés, sur une cargai- son globale de 1,7 million de m3 de bois vendus à l'international par le Came- roun. Ces expéditions des grumes ont d'ail- leurs chuté de 22% cette année-là, puisqu'elles se situent à 958,3 m3 en 2021, selon l'organisme en charge de l'élaboration de la statistique officielle au Cameroun. Cette chute des exportations des grumes est cependant synonyme de pertes de recettes d'exportation pour le pays. C'est d'ailleurs cette psychose de la perte des recettes, qui a amené les auto- rités de la Cemap à différer à 2028 l'en- trée en vigueur de l'interdiction des ex- portations des grumes, initialement prévue pour le 1er janvier 2022, puis re- poussée dans un premier temps au 1er janvier 2023. À en croire les estimations de la commission de la Cemap, l'entrée en vigueur de l'interdiction des exporta- tions des grumes devrait faire perdre au Cameroun des recettes d'environ 80 milliards FCFA chaque année. Une enveloppe qui, selon les défenseurs de la mesure d'interdiction, devrait pro- gressivement être compensée par les re- tombées économiques (recettes fiscales, emplois directs et indirects, création de la plus-value) de la transformation lo- cale du bois, que le Cameroun encou- rage depuis quelques années, à coups

SÉNÉGAL

La réforme du secteur aérien se poursuivra sous l'administration Diomaye Faye

Les projets engagés pour remo- deler l'industrie aérienne séné- galaise devraient s'intensifier sous le nouveau gouvernement afin d'accélérer le développement du secteur, conformément aux ambi- tions de faire du pays un hub aérien en Afrique de l'Ouest. Le nouveau régime récemment ins- tallé au Sénégal a dévoilé quelques grandes lignes de ses ambitions pour le transport aérien national. Les points stratégiques de ces orienta- tions sont entre autres la mutation des plateformes aéroportuaires de Diass, Saint Louis et Ziguinchor en pôles de développement écono- mique susceptibles de stimuler les affaires, les services, le tourisme, le secteur industriel et autres. Ce schéma directeur prône aussi la promotion des liaisons domestiques par des vols à bas prix, de même que le développement du fret aérien. « Le secteur du transport aérien re- vêt une importance capitale pour l'économie nationale, car assurant la connectivité avec la sous-région et le reste du monde. Cela contribue et à la compétitivité et l'attractivité de ce secteur de plus en plus concurrentiel » a déclaré le ministre des Infrastruc- tures des Transports terrestres et aé- riens, Elhadji Malick Ndiaye. Les différents projets permettront de poursuivre la métamorphose enga- gée dans le secteur aérien depuis quelques années, dans le cadre du plan Sénégal hub aérien. Une feuille de route qui a déjà permis entre au- tres la création de la compagnie Air Sénégal, la construction de l'aéroport Blaise Diagne et la modernisation de plusieurs autres plateformes domes- tiques. Actuellement le pays exécute un pro- jet de centre MRO pour opérer la maintenance et la réparation d'aéro- neufs.

UNION EUROPÉENNE

La Commission de l'UE prévoit d'investir 245 millions d'euros dans des projets éducatifs en Afrique

L'Union européenne (UE) veut ac- croître ses partenariats internatio- naux en matière d'éducation. L'or- ganisation a pour cela prévu de porter à au moins 10% ses dépenses dans le sec- teur d'ici 2027. Elles permettront de fi- nancer plusieurs projets en Afrique. La Commission de l'Union européenne prévoit d'investir dans des programmes éducatifs en Afrique. L'organisation l'a fait savoir lors d'un événement de haut niveau sur l'éducation qu'elle a organisé ce jeudi 11 avril dans le cadre de la stra- tégie « Global Gateway ». Lors de l'évé- nement, la commissaire de l'UE aux par- tenariats internationaux, Jutta Urpilai- nen, a signé des programmes pour un montant total de 245 millions d'euros. Le premier accord a été signé entre la commissaire Urpilainen et le ministre zambien de l'Education, Douglas Syaka- lima. Il prévoit une subvention d'un montant de 110 millions d'euros qui sera orienté vers les initiatives d'amélioration

de la qualité de l'enseignement primaire et secondaire, de réduction du taux de décrochage scolaire des filles, de renfor- cement de l'accessibilité pour les appren- nants en situation de handicap et d'appui à l'éducation et au développement des jeunes enfants dans les provinces mal desservies. Le deuxième programme sera mis en œuvre au Nigeria. Pour le pays d'Afrique de l'Ouest, la commissaire a signé avec le secrétaire permanent du ministère fédé- ral de l'Education du Nigeria, Didi Es- ther Walson-Jack, un accord de coopé- ration d'une valeur de 18 millions d'eu- ros destiné à développer le renforcement des compétences et la recherche dans le secteur pharmaceutique. A la même occasion, l'UE a lancé de nouveaux programmes régionaux visant à stimuler la mobilité et les compétences des jeunes en Afrique. Au rang de ces projets, on compte l'Académie de la jeu- nesse Afrique-Europe qui offrira des

possibilités d'apprentissage et d'échanges formels et informels aux jeunes désireux d'améliorer leurs compétences de direc- tion et de créer des réseaux entre l'Afrique et l'Europe. Un montant de 15 millions d'euros a été affecté pour finan- cer la première série d'actions de cette académie. La commissaire Urpilainen a également lancé 15 projets de mobilité intra-afri- caine financés à hauteur de 27 millions d'euros. Les projets qui couvrent en tout 22 pays offriront des opportunités de mobilité d'apprentissage aux étudiants, aux stagiaires et au personnel à travers le continent afin de renforcer les compé- tences vertes et numériques de haut ni- veau. L'événement a aussi servi de plateforme pour le lancement de l'initiative régio- nale Team Europe pour les compé- tences, l'enseignement et la formation professionnels axés sur les opportunités en Afrique. Cette initiative, cofinancée à

hauteur de 75 millions d'euros par le budget de l'UE pour la période 2024- 2028, vise à améliorer l'adéquation entre la formation professionnelle et les op- portunités d'emploi concrètes, en parti- culier celles créées par les investisse- ments de Global Gateway en Afrique subsaharienne. Pour l'organisation européenne, ces pro- grammes dont la mise en œuvre débute cette année, décrétée année de l'édu- cation par l'Union africaine, illustrent la place importante de l'éducation dans les investissements. Elle ambitionne de por- ter les dépenses dans le secteur de 7 % à au moins 10 % d'ici 2027. Notons que l'événement qui se tenait ce jour à Bruxelles a regroupé les acteurs mondiaux de l'éducation. Il avait pour objectif de souligner le rôle de l'UE dans la transformation de l'éducation mon- diale et dans la création de compétences. Les discussions se sont tenues sur des sujets tels que la profession enseignante,

POINT-MARCHÉS

L'Europe attendue en légère hausse, la géopolitique en embuscade

Les Bourses européennes sont attendues en légère progression à l'ouverture lundi, alors que les tensions au Moyen-Orient demeurent fortes et que l'inflation américaine pourrait être plus persistante qu'anticipé.

Selon les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien s'afficherait en hausse de 0,32% à l'ouverture. Les contrats à terme sur le FTSE à Londres suggèrent un recul à l'ouverture de 0,44%, contre une progression de 0,28% pour le Dax à Francfort et de 0,41% pour l'EuroStoxx 50. Les marchés s'inquiètent d'une éventuelle riposte d'Israël après l'attaque de grande ampleur menée par l'Iran samedi, alors que la situation sécuritaire au Moyen-Orient ne cesse de se dégrader. Le risque d'une escalade alimente l'aversion pour le risque, l'or ayant touché vendredi un record malgré les taux élevés, tandis que les actifs risqués déclinaient. "Israël pourrait accepter une 'solution de désescalade', comme des sanctions contre la production iranienne d'énergie et de missiles. (...) Avec ou sans sanctions à l'encontre de l'Iran, les risques géopolitiques tendent, à terme, vers une nouvelle hausse des prix de l'énergie", préviennent les stratégestes de Rabobank. Au-delà des risques de conflit, les investisseurs s'inquiètent d'un rebond des prix de l'énergie, à leur plus haut en six mois, et de son impact sur l'inflation. Les derniers chiffres publiés aux Etats-Unis suggèrent ainsi que l'inflation est plus résistante que prévu, ce qui reporte les baisses de taux de la Réserve fédérale et fait pression sur les actions et les titres souverains. Peu d'indicateurs sont attendus cette semaine aux Etats-Unis, et les investisseurs seront attentifs aux déclarations des banquiers centraux pour affiner leurs perspectives économiques.

LES VALEURS A SUIVRE :
A WALL STREET
La Bourse de New York a fini en baisse vendredi après que les principales

banques américaines ont publié des résultats mitigés au bout d'une semaine marquée par les données de l'inflation, des attentes évolutives de la politique de la Fed et des tensions géopolitiques. L'indice Dow Jones a cédé 1,24%, ou 475,84 points, à 37.983,24 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a perdu 75,65 points, soit 1,46% à 5.123,41 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 267,10 points (1,62%) à 16.175,094. JPMorgan Chase et Wells Fargo ont annoncé des pertes vendredi, après la publication de résultats trimestriels inférieurs aux attentes.

EN ASIE
La Bourse de Tokyo recule, dans le sillage du net repli de Wall Street vendredi et alors que les tensions au Moyen-Orient alimentent l'aversion pour le risque. Le Nikkei perd 325,18 points, soit 0,8% à 39. 198,78 points tandis que le Topix, plus large, perd 40 points, soit 0,4% à 8. 922,00 points. Tokyo Electron perd 0,89%, tandis qu'Advantest cède 1,78%. Le secteur bancaire recule de 0,34%, après les résultats décevants des banques américaines vendredi. Les marchés chinois progressent après que de nouvelles règles boursières ont été proposées vendredi, destinées à soutenir les marchés actions et les investisseurs. Le SSE Composite de Shanghai prend 1,28%, le CSI 300 2,03%.

TAUX
Les rendements américains progressent, les marchés se repositionnant après les dernières données publiées aux Etats-Unis. Le rendement du Treasury à dix ans avance de 5,9 pb à 4,5584%, tandis que le taux à deux ans se hisse de 4,1 pb à 4,9226%.

CHANGES
Les marchés sont hésitants après une salve de données faisant craindre une persistance de l'inflation aux Etats-Unis, la semaine dernière. Le dollar décline de 0,06% face à un panier de devises de référence, tandis que l'euro prend 0,08% à 1,065 dollar, et la livre sterling 0,08% à 1,246 dollar. En Asie, le yen se replie de 0,35% à 153,82 yens pour un dollar, tandis que le

dollar australien s'octroie 0,34% à 0,6485 dollar.
PÉTROLE
Les cours du brut s'érodent, les marchés ayant déjà bien intégrés les risques d'une escalade au Moyen-Orient. Le Brent recule de 0,39% à 90,1 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) perd 0,5% à 85,23 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 12 Avril 2024 Valeur : 16 Avril 2024				
BASE	DEVICES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134,4401134,4551
1	EUR	EURO		143,5686143,6384
1	GBP	POUND STERLING		168,2605168,3214
100	JPY	JAPANESE YEN		87,737587,7530
1	CNY	CHINESE YUAN		18,575518,5778
1	CHF	SWISS FRANC		147,2993147,3319
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97,952797,9922
1	DKK	DANISH KRONE		19,248919,2527
1	SEK	SWEDISH KRONA		12,466212,4702
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12,403912,4080
1	AED	UAE DIRHAM		36,604336,6183
1	SAR	SAUDI RIYAL		35,841135,8470
1	KWD	KUWAITI DINAR		436,3522436,5425
1	TND	TUNISIAN DINAR		42,866443,2972
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13,417213,4187
1	LYD	LIBYAN DINAR		27,684827,8265
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3,53983,5402
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177,4675177,4675

Le risque d'une escalade au Proche-Orient plane sur le pétrole et les actifs risqués

Les investisseurs ont les yeux rivés sur la situation au Proche-Orient après l'attaque menée par l'Iran sur Israël, une escalade des tensions régionales faisant peser un risque sur le pétrole et les actifs risqués, estiment gérants et analystes. L'impact de l'attaque de samedi est pour l'instant contenu sur les Bourses mondiales ainsi que sur les cours pétroliers. "Les marchés avaient déjà intégré une forme de riposte de l'Iran, ce qui explique la faible réaction des prix", écrivent les analystes d'ING. Le baril de Brent se négocie autour des 90 dollars depuis l'attaque contre l'ambassade iranienne à Damas.

"Au-delà de cette nouvelle flambee d'incertitude, le conflit actuel entre Israël et l'Iran ne devrait pas avoir d'incidence sur l'économie mondiale", écrivent les analystes de Berenberg qui rappellent que ni la guerre dans la bande de Gaza, ni les attaques des Houthis contre les navires en mer Rouge n'ont eu un impact sur les perspectives économiques mondiales. La crainte est celle d'une coupure du détroit d'Ormuz, par lequel transite 20 à 30% des stocks de pétrole mondiaux. "Il s'agit du principal risque à surveiller, d'autant plus que les forces iraniennes ont saisi un porte-conteneurs en eaux internationales vendredi", souligne

Berenberg. Une riposte israélienne qui ciblerait les infrastructures énergétiques iraniennes est aussi un risque, l'Iran produisant environ 3,03 millions de barils par jour (mbj) de brut en décembre, selon les chiffres de l'Opep, contre 24,85 mbj pour le reste du cartel. Pour autant, ING rappelle que l'Opep+ dispose encore de 5 mbj de capacité non utilisée, et que les Etats-Unis pourront libérer des stocks de brut de leur réserve stratégique en cas de tensions sur les prix, ce qui devrait limiter les risques liés à l'offre. L'indicateur VIX, la "jauge de la peur" à Wall Street, a rebondi vendredi au dessus des 17

points, un plus haut depuis octobre 2023, alors que les investisseurs se réfugiaient dans des actifs sûrs dans l'attente de la riposte de l'Iran. L'or a touché un record vendredi à 2.431,29 dollars l'once, tandis que le dollar a affiché sa meilleure progression hebdomadaire depuis septembre 2022, gagnant 1,6%. Les souverains ont également rebondi, le rendement des Treasuries à 10 ans déclinant d'environ 9 pb, ce alors que les marchés anticipent une politique monétaire plus durablement restrictive aux Etats-Unis. Une aggravation des tensions soutiendrait ces actifs, ainsi que d'autres positionnements défen-

sifs: les actions suisses ou japonaises, le franc suisse, les actions du secteur de la défense pourraient bien se comporter. A l'inverse, les marchés boursiers régionaux pourraient être plus volatils et se voir infliger une prime de risque géopolitique, souligne John Plassard, directeur chez Mirabaud. Les devises des pays directement impliqués pourraient aussi être touchées, tandis que les cryptomonnaies pourraient continuer à corriger, le bitcoin ayant chuté après l'attaque iranienne. "Rappelons ici que l'histoire récente nous a montré que les cryptomonnaies agissaient comme des actifs risqués", conclut John Plassard.

SELON UN RAPPORT D’OXFAM

Les inégalités de revenus augmentent dans les pays qu’ils aident

Au total, 60% de ces pays seraient concernés par ces inégalités de revenus, selon le dernier rapport de l'ONG Oxfam.

Les inégalités de revenus ont progressé dans plus de 60% des pays actuellement sous programme d'aide du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), atteignant parfois les seuils d'alerte des Nations unies, selon un rapport publié lundi par l'ONG Oxfam. Selon le rapport, 64 des 106 pays actuellement aidés par les institutions financières internationales (IFI) ont vu leur inégalités augmenter sensiblement, étant même particulièrement élevées dans une quarantaine d'entre eux, dont le Ghana, le Honduras ou le Mozambique.

La hausse des taux d’intérêts en cause

"Le FMI et la BM présentent la lutte contre les inégalités comme une priorité mais soutiennent dans le même temps des politiques qui l'augmentent. Les gens ordinaires souffrent toujours plus du fait des coupes budgétaires dans la santé, l'éducation ou les transports. Ce

haut niveau d'hypocrisie doit cesser", a déclaré dans un communiqué la responsable d'Oxfam à Washington, Kate Donald. Plus encore, l'augmentation de la dette publique, notamment du fait de la hausse des taux d'intérêts, réduit d'autant la capacité de ces pays à financer correctement la santé, l'éducation ou les protections sociales nécessaires pour réduire les inégalités. Cependant "l'accord signé par la BM visant à réduire les inégalités, une première en 80 ans, est une décision historique. Mais si la Banque veut réellement agir en la matière, le premier test sera d'en faire une priorité pour ses prêts aux pays les plus pauvres", a ajouté Kate Donald.

Un contexte propice à l’endettement

L'aide aux pays en développement, en particulier ceux qui sont actuellement en situation de crise de la dette ou qui risquent d'y tomber, sera l'un des principaux sujets abordés à l'oc-

casation des réunions annuelles du FFMI et de la BM, qui se dérouleront toute la semaine à Washington. Les dépenses publiques nécessaires pour soutenir les économies face à la pandémie puis aux chocs provoqués par l'inflation mondiale ou encore la guerre en Ukraine ont poussé les Etats à s'endetter, à un moment où les taux d'intérêts sont remontés, sous l'impulsion des banques centrales des principales économies, aux prises avec l'inflation. Un cocktail qui a augmenté significativement le service de la dette dans certains pays, incapables de faire dès lors face à leurs échéances, qui mobilisent parfois plus de la moitié de leur budget. Le FMI insiste régulièrement, lors de ses programmes, sur la nécessité pour les gouvernements de protéger les groupes les plus vulnérables au sein de leurs populations, alors que de son côté la mission première de la Banque mondiale reste de mettre fin à la pauvreté dans le monde.

ETATS UNIS

La Fed doute de la dynamique de désinflation aux Etats-Unis

Les responsables de la Réserve fédérale américaine ont exprimé le mois dernier leur préoccupation quant à la possibilité que la baisse de l'inflation soit plus lente que prévu aux Etats-Unis et qu'une période prolongée de taux élevés soit nécessaire pour combattre la hausse des prix. "Les participants ont de manière générale souligné leur perplexité face à la persistance d'une inflation élevée et ont exprimé l'opinion selon laquelle les récents indicateurs n'ont pas accru leur confiance dans le fait que l'inflation évoluait durablement vers 2%", est-il écrit dans le compte-rendu, publié mercredi, de leur dernière réunion de politique monétaire les 19 et 20 mars derniers, à l'issue de laquelle ils ont néanmoins confirmé leur scénario de trois baisses de taux en 2024. Les responsables de la Fed se demandent quel est le plus grand risque, entre une politique monétaire trop restrictive trop longtemps et un assouplissement trop rapide les empêchant de ramener l'inflation vers leur objectif de 2%.

Inquiétudes

Certains d'entre eux continuent d'affirmer que des éléments importants tels que les prix de l'immobilier vont commencer à ralentir tandis que "plusieurs" pensent que les gains de productivité vont permettre de soutenir la croissance tandis que l'inflation ralentit. Les "minutes" de la Fed publiées mercredi laissent toutefois transparaître une inquiétude partagée quant à l'évolution de l'inflation, qui paraissait pourtant bien orientée en début d'année. "Les participants ont relevé des indicateurs allant dans le sens d'une forte dynamique économique et des données décevantes sur l'inflation ces derniers mois", est-il écrit dans ce compte-rendu, selon lequel les responsables de la Fed ont ainsi besoin de certitudes plus affirmées sur la trajectoire de désinflation avant d'abaisser les taux d'intérêt.

ALLEMAGNE

Olaf Scholz en chine pour des discussions délicates sur le commerce

Alors que la croissance s'essouffle dans les deux grandes puissances, le dirigeant allemand arrive avec une importante délégation de chefs d'entreprises, traduisant le rôle central joué par les questions économiques dans ce déplacement en Chine. Le chancelier allemand entame dimanche une visite compliquée en Chine, largement dédiée au renforcement des liens avec le premier partenaire commercial de l'Allemagne au moment où l'Occident accuse Pékin de concurrence déloyale. Le voyage d'Olaf Scholz intervient aussi alors que le président chinois Xi Jinping, qui n'a jamais explicitement condamné la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, est sous le feu des critiques pour sa proximité affichée avec Moscou et Vladimir Poutine, ainsi que pour ses prétentions de "réunification" avec Taïwan. Alors que la croissance s'essouffle dans les deux grandes puissances, le dirigeant allemand arrive avec une importante délégation de chefs d'entreprises, traduisant le rôle central

joué par les questions économiques dans ce déplacement en Chine, le deuxième depuis sa prise de fonction fin 2021. La Chine reste un "partenaire économique vraiment important" pour l'Allemagne, a insisté Olaf Scholz vendredi.

Plaider la cause des industriels allemands implantés sur place

Si le chancelier avait dû réduire son séjour à une journée en novembre 2022 en raison de la politique chinoise du zéro covid, il prend le temps cette fois de se rendre dans trois villes. D'abord à Chongqing, une immense métropole du sud-ouest de la Chine, où Olaf Scholz est arrivé dimanche matin, selon des images de la télévision d'Etat chinoise CCTV. Puis à Shanghai, à quelque 1.400 kilomètres plus à l'est, essentiellement pour des visites d'usines, avant de rejoindre la capitale Pékin mardi pour un entretien avec le président, puis avec son homologue Li Qiang. La visite a lieu alors que l'Union européenne a engagé un bras de fer avec la

Chine, qu'elle accuse de fausser le marché européen en l'inondant de produits à bas prix. Les Américains ont aussi dénoncé la "surcapacité" de production chinoise, surtout dans les technologies, via de fortes subventions publiques. Olaf Scholz devrait aussi plaider la cause des industriels allemands implantés sur place, dont près des deux-tiers se plaignent de "désavantages concurrentiels" dans l'accès au marché, selon la Chambre de commerce allemande en Chine (AHK).

Un déplacement "en décalage" avec le durcissement de stratégie à l'égard de la Chine

L'Allemagne a "un rôle important à jouer" alors que la Chine est en manque d'investissements étrangers étant donné la position plus dure adoptée par d'autres pays, comme les Etats-Unis ou le Japon, souligne Max Zenglein de l'institut Mercator d'études sur la Chine (MERICS). Berlin s'est aligné l'an passé sur la position de l'UE préconisant aux entre-

prises allemandes de réduire les risques et leur dépendance au pays. Mais la tâche n'est pas aisée pour la première économie européenne, alors que ce marché reste vital pour ses puissants secteurs automobile ou chimique. Et du coup le déplacement du chancelier apparaît quelque peu en décalage avec le durcissement de stratégie à l'égard de la Chine proclamé en juillet 2023. Ce voyage a pour objectif "de renforcer le commerce avec la Chine tout en prenant en compte la nécessité de 'de-risking' et de diversification", explique de manière embarrassée une source proche de la chancellerie. "Il est clair que toutes les grandes questions internationales ne se résoudent qu'avec la Chine", ajoute cette source, en évoquant notamment la transition vers les énergies propres. C'est dans cette idée aussi que le chancelier emmène avec lui ses trois ministres de l'Environnement, des Transports et de l'Agriculture.

Chery fournira-t-elle des plateformes à JLR ?

Pour soutenir son implantation en Europe, le constructeur chinois Chery Auto devrait collaborer avec plusieurs marques européennes dont une ou deux « haut de gamme » à qui il fournira des plateformes de voitures électriques. Chery Auto débarque en Europe avec pas moins de trois marques – Exlantis, Jaecoo et Omoda – mais ne veut pas se contenter d'un rôle dans l'ombre des marques européennes. Le constructeur chinois a donc décidé de s'associer à certaines de ces dernières pour la fourniture de plateformes destinées à des voitures électriques. Déjà en cours de finalisation d'un accord avec deux marques du Vieux Continent, Yin Tongyue – président de Chery – a déclaré qu'il allait en conclure un autre avec un ou deux autres constructeurs plus « haut de gamme » que ses marques commercialisées sur le Vieux Continent. Mais de quelles marques s'agit-il ?

JLR favorite ou seule opportunité ?

Lorsque M. Yin évoque une ou deux marques « plus haut de gamme que la nôtre » (référence à Exlantis) les candidats ne semblent guère nombreux. Audi et Porsche disposent déjà de leur plateforme PPE pour l'Europe (et les autres marchés également) sur laquelle sont basés les nouveaux Audi Q6 e-tron et Porsche Macan EV. EN sus, Audi a d'ores et déjà signé un accord avec SAIC pour le marché chinois tandis que Volkswagen s'est associée à XPeng. BMW et Mercedes ont également déjà développé leurs propres plateformes électriques haut de gamme, la Neue Klasse pour BMW, les Mercedes-EQ et MMA pour la firme à l'étoile. De leur côté, Alfa Romeo, Lancia et DS peuvent s'appuyer sur les architectures STLA de Stellantis et le duo Volvo-Polestar fait partie du groupe chinois Geely. Ne reste donc – dans cette logique du haut de gamme sans être du grand luxe – que JLR. Jaguar Land Rover a annoncé une trajectoire électrifiée pour son avenir proche. Jaguar deviendrait une marque exclusivement électrique dès 2025 tandis que Land Rover passera certes par une phase « hybride rechargeable » mais devrait arriver à l'électrique d'ici 2030 également. Or, nous savons que JLR et Chery sont déjà partenaires industriels via une coentreprise qui produit des Jaguar et des Land Rover en Chine dans une usine située à Changshu.

Une usine en Espagne

En outre, Chery devrait finaliser le rachat de l'ex-usine barcelonaise de Nissan, fermée en 2021 pour y produire des voitures électriques. Une information qui aurait été confirmée par le gouvernement espagnol et le négociateur EV Motors qui officie pour le compte de Chery Auto.

LAMBORGHINI TEMERARIO

Le nouveau taureau de Sant'Agata !

La remplaçante de la Lamborghini Huracan poursuit ses essais de mise au point toujours très camouflée. Cette auto pourrait reprendre le nom d'un célèbre taureau « Temerario » qui a été gracié par le matador Arturo Salvidar lors d'une corrida au Mexique en 2023.

Temerario, c'est le nom qu'a déposé Lamborghini auprès du Bureau européen des marques et brevets. Temerario, c'est le nom d'un taureau que le matador mexicain Arturo Salvidar a gracié lors d'une corrida au Mexique en avril 2023. C'était aussi le septième taureau gracié par ce matador au cours de sa carrière et ce Temerario pourrait bien être le nom de baptême de la nouvelle « petite » Lamborghini chargée de remplacer la Lamborghini Huracán. Ironie de l'histoire c'est aussi la septième Lamborghini de « grande » diffusion produite par la marque de Sant'Agata depuis son rachat par Audi, après les Murciélago, Gallardo, Huracán, Aventador, Urus et Revuelto. Ce que l'on sait de cette auto, c'est qu'elle sera propulsée par une motorisation hybride, ce ne serait plus un V10, mais un V8 biturbo qui devrait prendre place dans le dos du conducteur ou de la conductrice. Après l'arrivée prochaine de la version hybride rechargeable du Lamborghini Urus (à moteur V8 hybride aussi), de la découverte de la Lamborghini Temerario, la gamme de la marque Lamborghini sera entièrement électrifiée puisque la Revuelto dispose également d'une motorisation hybride rechargeable (PHEV). La Revuelto fournira d'ailleurs sa boîte automatique (8 rapports) à double embrayage qui dispose en son sein d'un moteur électrique. Sera-ce le seul moteur électrique utilisé



par la Temerario ? La Revuelto disposant de deux autres moteurs électriques qui entraînent les roues avant (un dans chaque roue), il n'est pas dit que la Temerario soit conçue sur le même schéma. Quoi qu'il en soit, la puissance de 640 ch de l'actuelle Huracán, devrait être largement dépassée sur la Temerario, ne serait-ce que pour compenser le poids du système hybride. En attendant que l'Huracán soit rempla-

cée, Lamborghini vient de présenter la dernière évolution de cette auto. La Lamborghini Huracán STJ (pour Super Trofeo Jota, le championnat mono-marque de Lamborghini créé en 2009) dispose toujours du V10 de 640 ch et reçoit de nouveaux amortisseurs, des améliorations aérodynamiques et de nouveaux pneus Bridgestone Potenza. Cette auto ne sera produite qu'à dix exemplaires.

POUR FAIRE SON SHOPPING Un milliardaire de 29 ans se déplace avec des ambulances et des Rolls-Royce



Les visites d'Anant Ambani ne passent pas inaperçues à Dubai. Lorsque le jeune homme décide de faire une sortie shopping, un convoi gigantesque plus grand que celui des hommes d'États prend la route. Des ambulances, des voitures de police, des Rolls-Royce et des SUV blindés sont en effet de la partie. Les milliardaires ne manquent pas d'imagination pour rendre visible leurs sorties insolites en ville. L'Indien Anant Ambani flâne par exemple régulièrement avec un véritable convoi capable de transformer n'importe quelle route en rouge sur Waze. Le milliardaire âgé de 29 ans se promène en effet pour faire du shopping à Dubai avec des SUV blindés, des voitures de police, des ambulances et plusieurs Rolls-Royce. Détail amusant, le véhicule surélevé Rolls-Royce Cullinan orange visible sur les réseaux

sociaux dans la ville des Émirats arabes unis se promenait il y a quelques jours à Mumbai. Comprenez par là que l'homme dispose de plusieurs exemplaires identiques répartis sur le globe ou que ses voitures sont transportées par avion lors de chacun de ses déplacements. Une étonnante limousine Rolls-Royce Phantom rose fait également partie du lot. Pour rappel, Anant Ambani (et sa fortune estimée à 40 milliards de dollars ou 37 milliards d'euros) n'est autre que le fils de l'homme le plus riche d'Asie Mukesh Ambani. Son père célébrait le 1er mars dernier le prémariage d'Anant avec en guise d'invité Mark Zuckerberg, Hillary Clinton, Ivanka Trump ou encore Bill Gates. Rihanna réalisait pour l'occasion un concert privé. Un événement dont l'organisation est estimée à 100 millions de dollars (93 millions d'euros).

EN PLEINE DÉBÂCLE RÉGLEMENTAIRE

Apple ne veut plus qu'Epic mette son nez dans ses affaires

Apple est visiblement irritée par les remontrances constantes d'Epic Games. Dans une requête envoyée à une juge américaine, la marque à la pomme estime que l'éditeur de Fortnite cherche à « microgérer ses opérations commerciales » de manière à « accroître sa propre rentabilité ».

Il faut d'abord remonter à 2020 pour comprendre les prémices de cette affaire qui semble interminable. À l'époque, Epic Games a déposé une plainte contre Apple, qui l'empêchait de passer en dehors de l'App Store pour proposer des achats in-app sur iOS. Après un long procès, c'est la firme de Cupertino qui est ressortie vainqueur, mis à part sur un chef d'accusation. L'entreprise a fait appel, mais la Cour suprême a rejeté sa demande. En conséquence, elle a récemment été contrainte de modifier la politique de son magasin d'applications américain pour autoriser les développeurs à faire la promotion d'alternatives de paiement. Mais Apple n'a pas abandonné sa fameuse taxe sur les achats in-app pour autant. Elle continue de prélever une commission de 27 % sur les transactions faites en dehors de l'App Store. Un taux qui descend à 12 % pour les petits développeurs.

Apple contre-attaque

C'est justement cette pratique qui a fait



enrager Epic Games, de même que Spotify ou même Match Group, qui la juge de « mauvaise foi » et « scandaleuse ». L'éditeur de jeux vidéo n'a pas voulu en rester là. Le mois dernier, il s'est adressé à un juge fédéral en exigeant qu'Apple soit sanctionnée pour sa nouvelle politique. Selon Epic, ces liens sont « inutilisables commercialement » en raison des me-

sures mises en place par la marque à la pomme. « Le nouveau système d'Apple taxe, réglemente, restreint et pèse sur les liens in-app, qui dirigent les utilisateurs vers des mécanismes d'achat alternatifs sur le site web d'un développeur », dénonçait alors l'entreprise. C'est maintenant au tour d'Apple de monter au créneau. Elle demande à son tour que la requête d'Epic Games soit

rejetée, et fustige une tentative d'Epic de mettre les « outils et technologies d'Apple à la disposition des développeurs gratuitement ». Apple considère que les nombreuses actions intentées par l'éditeur sont intéressées.

Un début d'année mouvementée pour Apple

Pour l'heure, Epic Games n'a pas répondu à cette nouvelle initiative de la part de la marque à la pomme. Les tensions entre les deux parties ne semblent pas s'estomper, malgré la possibilité de revoir prochainement Fortnite sur iOS au sein de l'Union européenne. Le début de l'année est particulièrement tumultueux pour Apple. Forcé de revoir son modèle économique en Europe en vertu du Digital Markets Act, le géant californien doit désormais faire face à une vaste plainte antitrust dans son pays d'origine. Le département de la Justice américain l'accuse en effet d'abus de position dominante dans le secteur des smartphones.

GMAIL

Prenez-garde à ce piratage qui peut même contourner la double authentification

Aucun système informatique n'est inviolable, même ceux que l'on pensait les plus sécurisés. Voilà ce que nous apprend la découverte d'une nouvelle campagne de piratage visant les comptes Gmail. La double authentification n'est malheureusement pas infaillible. Mesure de sécurité devenue populaire ces dernières années sur Gmail (et qui consiste à ajouter une seconde validation, en plus du mot de passe, au moment de se connecter à son compte Google), cette dernière n'empêche pas les pirates les plus déterminés de subtiliser l'accès à certains comptes.

Une attaque via malware

Comme le raconte le magazine Forbes, de plus en plus de témoignages sur Reddit et sur les forums de Google font état de personnes ayant perdu l'accès à leur compte Google malgré l'activation de l'authentification à deux facteurs, justement censés limiter les risques de piratage. Un internaute explique en effet que son compte Google a été piraté et que « le pirate a changé le mot de passe et les paramètres d'authentification multifactor » ne permettant donc plus de ré-

cupérer l'accès à son compte. Pour ne rien arranger, l'auteur du post explique que son compte YouTube a en plus été détourné pour faire la promotion de malware. Mais comment les pirates parviennent-ils à gagner l'accès à ces comptes alors que l'authentification à deux facteurs et précisément censée empêcher cela ? Hé bien à l'aide d'un malware tout particulier, capable de voler les cookies des utilisateurs et utilisatrices. Pas de panique, on vous explique.

Vol de cookies et vol de Gmail

Lorsque vous vous connectez à votre compte Google protégé par la double authentification, avant de valider votre connexion, une petite case vous propose de « ne plus me demander sur cet appareil ». Si elle est cochée, la prochaine tentative de connexion sur l'appareil n'exigera pas de 2e facteur d'authentification. À la place, un cookie, dit « de session », stockée sur la mémoire de votre téléphone/ordinateur, indiquera au site que cet utilisateur ou utilisatrice a déjà prouvé son identité auparavant. C'est précisément ce cookie de



quelques kilooctets que les pirates vont aller chercher à l'aide de campagne d'hameçonnage destinée à propager des malwares. Ces derniers vont ensuite transmettre les fichiers à des tiers qui pourront donc s'identifier à l'aide d'un cookie volé sans que Google ne trouve rien à redire là-dessus. Ces techniques ne sont pas exactement nouvelles, mais une vague d'ar-

naque semblent renaître récemment. Les malwares voleurs de cookies semblent actuellement se propager via des campagnes d'arnaques aux cryptomonnaies et via des vidéos YouTube promettant d'accéder facilement à des jeux piratés. De son côté, Google indique « mettre à jour en permanence ses techniques pour détecter et bloquer les accès suspects à

l'aide de cookies volés », notamment avec une nouvelle fonctionnalité de Chrome spécialement pensée pour contrer le vol de cookies. En attendant que des nouvelles mesures de sécurité soit implémentées dans les différents navigateurs webs que vous utilisez, faites toujours très attention aux sites que vous visitez et aux logiciels que vous téléchargez.

Mots fléchés

Prénom féminin						Table de marché							
Peintre vénitien		Brodequins		Se priva		Trans-lation		Un anglais	Fils d'Eson		Listes des mets		Occasion
									Au moyen de				
Truculence		Persiflage		Dieu du ciel							Mot de peste		
											Consolées		
									Projectile militaire				
									Beau perroquet				
Colère ancienne				Temps d'une révolution			Départemen- picard	Bêtes					
Marque				Camarade du petit Nicolas				Orateur grec					Grand pays
					Crépuscule								
					Marque de dédain					Grand fleuve		Mettre en sacs	
Défici-ences													
Joli mois													
			Signe musical						Ville allemande				
			Os du genou						Textile				
Manillon	Longue période				Vraies								Solutions
	Athlètes				Crique								
		Risquât								Gibecière			
		Fleuve entre la Pologne et L'Allemagne					Action	Enlever		Secrétée par des mollusques			
Vase				Prisses		Cordage marin					Chlore		
Replètes											A l'intérieur de		
						Plumet							
Revérifiée						Demeures épisco-pales							
Foyers						Petite classe							
					Acclamation				Train de banlieue				Epuisèrent
Ivre		Enseigna	Divisiez									Relatif à l'utérus	
					Moment de détente	Allure du cheval		Étain	Créateur des bonshommes bleus à la télé	Petits de l'âne	Traditions		
											En ce lieu		
Dans			Contente										
Relatif à l'âne													
				Dire									
				Conte cours									
Entraîne pour animaux	Rolls-Royce		Pays breton					Fleuve sauvage					
			Brevet de technicien					Cube de jeu					
							Action de céder				Indium		
Quotient						Imaginent							

6 morts et 214 blessés dans des accidents de la route en 24 heures

Six personnes ont été tuées et 214 autres blessées dans des accidents de la route enregistrés au cours des dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays. Selon un communiqué de la protection civile, le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Batna avec 3 morts et 3 autres blessés suite à une collision entre un camion et une voiture sur la route nationale n°70 dans la commune d'Amdokal, daïra de Barika. Les Services de la Protection Civile se sont intervenus, par ailleurs, dans la commune de Beni Merad, wilaya de Blida pour prodiguer les premiers soins à 5 personnes qui ont été asphyxiées suite à l'inhalation de gaz monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-eau.



MDN

Saïd Chanegriha reçoit le vice-ministre russe des Affaires étrangères

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu, lundi à Alger, le vice-ministre des Affaires étrangères, représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour le Moyen-Orient et l'Afrique, Mikhaïl Bogdanov, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. « Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, a reçu en audience, ce lundi 15 avril 2024, au siège de l'Etat-major de l'ANP, Monsieur Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre des Affaires étrangères, représentant spécial du Président de la Fédération de Russie pour le Moyen-Orient et l'Afrique », précise la même source. « Lors de cette rencontre, à laquelle ont pris part des officiers généraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-Major de l'ANP, ainsi que les membres de la délégation russe, les deux parties ont échangé les analyses et les points de vue sur les questions d'intérêt commun », ajoute le communiqué du MDN.

LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL AVERTIT

La crise alimentaire au Soudan « pourrait être la plus grande jamais connue »

La crise alimentaire au Soudan pourrait être « la plus grande jamais connue », a averti lundi la directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), Cindy McCain. La situation au Soudan est « presque catastrophique », a jugé la dirigeante de cette organisation onusienne, lors d'une interview avec l'agence de presse AFP, en marge d'une conférence sur ce pays lundi à Paris. « Il y a de la faim, énormément de faim » dans le pays, a-t-elle jugé. « Et même si nous déclarons l'état de famine, ce sera trop tard », a-t-elle poursuivi. Selon l'ONU, dans les prochains mois, près de 5 millions de personnes pourraient plonger dans une « insécurité alimentaire catastrophique », le niveau le plus élevé de l'échelle du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC).

RÉUNIONS DE PRINTEMPS DU FMI

Dette et climat de nouveau au menu

Les réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) doivent s'ouvrir mardi avec une nouvelle fois deux objectifs clairs : améliorer le financement climatique et aider les pays les plus endettés. La publication mardi, par le FMI, des prévisions actualisées pour l'économie mondiale (WEO) marquera le véritable coup d'envoi d'un événement qui ne sera pas parasité par la question de la succession de la directrice générale du Fonds, reconduite vendredi pour cinq ans à la tête de l'institution. Ces réunions auront une tonalité particulière puisqu'elles marquent également le 80ème anniversaire des institutions issues de la conférence de Bretton Woods, qui s'était tenue en juillet 1944, alors que la Seconde guerre mondiale n'était pas terminée. Si les défis financiers étaient à l'époque gigantesques, avec l'Europe et une partie de l'Asie à reconstruire, ceux que doivent désormais affronter le FMI et la BM sont tout aussi importants, en particulier lorsqu'il s'agit d'aider au financement de la lutte contre le réchauffement climatique, une nouvelle fois au centre des discussions de ces réunions. « Il y a un besoin évident d'améliorer rapidement l'accès à l'air et l'eau propres ainsi qu'à l'énergie mais nous ne réduirons pas la pauvreté sans une vision d'ensemble, et la première étape est d'ouvrir le scope de la Banque pour répondre à ce besoin et ainsi créer un monde sans pauvreté sur une planète vivable », a répété, lors d'une conférence de presse en ligne en fin de semaine, le président de la BM, Ajay Banga. Mais des milliers de milliards de dollars sont nécessaires en la matière pour ac-

compagner la transition écologique dans le monde et, tant du côté du FMI que de la BM, les choses sont claires: jamais les institutions n'auront la possibilité de couvrir l'ensemble des moyens. Dans une lettre ouverte, une centaine de personnalités, parmi lesquelles Stephen Fry, Annie Lennox ou l'ancien responsable politique britannique David Miliband, ont demandé lundi au G20 une réforme profonde des institutions pour leur permettre de tripler leurs investissements. Mais ce n'est pas qu'une question de moyens, estimait mercredi Rachel Kyte, professeur spécialisé en politique climatique à l'Université d'Oxford, pour qui « il est nécessaire d'avoir une forte collaboration » entre FMI, BM et banques régionales de développement « au niveau des pays. Cela passe (notamment) par une rationalisation des procédures et processus ».

La dette, autre défi de taille

Outre le climat, la question de la dette des pays émergents ou en développement sera une nouvelle fois au centre des discussions, alors que les négociations entre crédetes et pays endettés patinent dans un certain nombre de cas, retardant d'autant la mise en place de plans d'aide par le FMI, et la mise à disposition des fonds. « Le problème de fond est que les Chinois ne sont pas nécessairement d'accord entre eux sur la marche à suivre. Et ils n'ont pas une vision précise de ce qu'ils ont prêté et à qui, du fait de la multiplicité des acteurs », a souligné une source proche du dossier. Le sujet sera en particulier au menu de la réunion de la Table ronde consacrée à la dette souveraine mondiale, qui doit se tenir mercredi et

qui réunira, comme lors des éditions précédentes, institutions financières, représentants des principaux crédetes, tant bilatéraux que privés, ainsi que des pays endettés. Un thème d'autant plus essentiel pour nombre de pays, alors que la hausse des taux d'intérêt par les banques centrales des principales économies, en particulier la Réserve fédérale (Fed) américaine et la Banque centrale européenne (BCE), pour lutter contre la forte inflation des deux dernières années a fortement renchéri le coût de la dette des pays emprunteurs. Et même si les premières baisses de taux devraient intervenir cette année, ces derniers devraient s'inscrire sur le long terme à un niveau plus élevé qu'il n'était lors de la dernière décennie, de l'avis de tous, un défi supplémentaire pour les États qui dépensent parfois plus du tiers de leurs revenus pour payer uniquement les intérêts de leur dette. Pour certaines ONG, comme Debt for Climate, la solution passe par une annulation de la dette des pays du Sud, afin d'éviter que « le paiement de la dette ne laisse aucun fonds aux États pour faire face aux effets d'une crise climatique d'ores et déjà mortelle et dont ils ne sont pas responsables ». « C'est tout particulièrement problématique pour de nombreux pays qui vont faire face à un roulement de leur dette exprimée en euros et qui arrivent à échéance en 2024. Sans relâchement des conditions de financement au niveau mondial, cela peut devenir un vrai problème », estimait ainsi Clemence Landers, chercheuse pour le Center for Global Development (CGD), lors d'une conférence de presse téléphonique jeudi.

Agence

LE MINISTRE ARKAB REÇOIT LA DG DU GROUPE CGG

Les opportunités de coopération et de partenariat futurs évoquées

Le Ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, hier à Alger, le Directrice Général du Groupe CGG, spécialisé dans le domaine des services géophysiques et géologiques, en l'occurrence Mme Sophie ZURQUIYAH, en présence de cadres des deux côtés, a indiqué le ministère dans un communiqué. Les deux parties ont discuté de l'état des relations de coopération entre Sonatrach et CGG dans le domaine des hydrocarbures et des perspectives de leur renforcement. Il a également passé en revue les opportunités de coopération et de partenariat futurs dans

le domaine des services de levés géophysiques pour l'exploration pétrolière et gazière, et dans le domaine des données, de la recherche, des services pétroliers et des solutions technologiques modernes dans l'industrie pétrolière et gazière en Algérie, ainsi qu'en le domaine du captage du dioxyde de carbone et de la formation et de la formation de l'élément humain dans ces domaines. A cette occasion, les deux parties ont également discuté des opportunités de coopération dans le secteur minier, notamment en ce qui concerne les études et recherches dans les domaines de la géologie, des mi-

néraux et autres ressources foncières, ainsi que l'élaboration de cartes, bulletins et rapports géologiques et géophysiques. Il a été convenu de tenir des réunions pour approfondir les consultations et les échanges entre CGG, Sonatrach et l'Agence Nationale de Valorisation des Ressources en Combustibles (ALNAFT) dans le domaine du pétrole et du gaz, et avec le complexe SONRAM, l'Agence du Service Géologique de Algérie (ASGA), et l'Agence Nationale des Activités Minières (ANAM) sur le terrain Mon astrologue.

S R.